

Chronologie de l'économie mondiale

Khalil Aggiouri*



p. 114-123

2005

1er juillet – Le Royaume-Uni prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

6-8 juillet – À Gleneagles (Royaume-Uni), le 31^e sommet du G8 a pour thèmes principaux le développement de l'Afrique et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour répondre aux objectifs du millénaire, les Huit prévoient une augmentation de l'aide globale au développement de 50 milliards de dollars par an, dont au moins la moitié ira à l'Afrique. Ils confirment l'annulation de la dette annoncée par le G7 le 10 juin 2005.

7 juillet – Les tempêtes tropicales dans le golfe du Mexique mènent le pétrole à de nouveaux sommets à New York et à Londres en raison des craintes de pénurie. Le 10 août, le brut atteint 65 dollars à New York. Le 11 août, il franchit cette barre à Londres.

13 juillet – Le gouvernement français définit 67 pôles de compétitivité, dont 6 à « vocation mondiale », avec l'objectif de relancer l'innovation en France et favoriser le retour à l'emploi. 1,5 milliard d'euros sera débloqué sur trois ans.

13 juillet – L'ex-PDG de l'opérateur de télécommunications américain WorldCom, Bernard Ebbers, reconnu coupable de fraude et complot, est condamné à 25 ans de prison.

18 juillet – Les banques publiques allemandes (40 % du marché domestique), perdent leur garantie d'État historique, suite à une décision de la Commission européenne. Elles devront se refinancer aux mêmes conditions que leurs concurrents privés.

20 juillet – Les rumeurs d'OPA de PepsiCo sur Danone conduisent le CAC 40 à des sommets. Le Premier ministre Dominique de Villepin affirme alors son attachement au « patriotisme économique ». Le 24 juillet, l'Autorité des marchés financiers (AMF)

* Khalil Aggiouri est étudiant à l'Institut d'études politiques de Paris.

déclare que PepsiCo lui a confié qu'il ne préparait pas d'OPA. Le titre Danone perd plus de 7 % dans la journée du 25 juillet.

20 juillet – Chevron Texaco, 2^e compagnie pétrolière américaine, rachète UNOCAL.

21 juillet – Pékin renonce à la parité fixe yuan-USD datant de 1994, pour un flottement géré en référence à un panier de monnaies. Cette décision s'accompagne d'une réévaluation de 2 % du yuan vis-à-vis du dollar (1USD = 8,11 yuans).

28 juillet – Par un vote très serré (217 pour, 215 contre), la Chambre des représentants américaine ratifie l'Accord de libre-échange Amérique centrale signé en mai 2004 par le Costa Rica, le Guatemala, Honduras, le Nicaragua, le Salvador, la République dominicaine et les États-Unis.

Août – Suite à la sécheresse et aux invasions acridiennes de 2004, une crise alimentaire sévit au Niger, au Mali et au Malawi. La FAO renouvelle le 2 août 2005 son appel pour financer l'aide alimentaire au Niger. Elle estime que la pénurie alimentaire touche 2,5 millions de personnes, dont 800 000 enfants. Le 9 août, le président Mamadou Tandja annonce qu'il n'y a pas de famine au Niger, provoquant les critiques de plusieurs ONG.

1^{er} août – L'OMC, saisie par neuf pays latino-américains, rejette le nouveau système d'importations de bananes prévu par l'UE. Le rapport d'arbitrage juge que le tarif de 230 euros par tonne que l'UE veut appliquer sur les importations en provenance d'Amérique latine est trop élevé, les pays ACP n'y étant pas soumis.

5 août – La Banque d'Angleterre diminue son taux directeur d'un quart de point, à 4,50 %, pour la première fois depuis deux ans.

8 août – Le plan national pour l'énergie, présenté par George W. Bush en mai 2001, est adopté par le Congrès à l'issue de quatre ans de débats. Afin de réduire les importations pétrolières, ce plan entend diversifier les sources énergétiques notamment par une relance du nucléaire, des subventions et crédits d'impôts en faveur des nouvelles énergies.

9 août – Le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi décide d'anticiper de deux ans les élections législatives, après avoir été désavoué par son parti, le Parti libéral démocrate (PLD), sur son projet de privatisation de la Poste. Le 11 septembre, le PLD obtient 296 sièges sur les 480 que compte la Chambre basse. Cette victoire électorale permet à Koizumi d'imposer son projet : la loi de privatisation de la Poste est adoptée le 11 octobre.

10 août – Le groupe Suez lance une OPA de 11,2 milliards d'euros sur sa filiale énergétique belge Electrabel. Le 24 août, le conseil d'administration d'Electrabel donne son feu vert au projet d'OPA et Suez, déjà actionnaire majoritaire, rachète les actions restantes du capital d'Electrabel.

12 août – Le groupe américain Yahoo ! acquiert une participation de 40 % dans Alibaba, premier site chinois de commerce en ligne, pour un milliard de dollars.

16 août – Les entreprises chinoises Anshan Iron and Steel Group et Benxi Iron and Steel Group, respectivement deuxième et cinquième aciéristes nationaux, fusionnent. Le nouveau groupe, baptisé AnBen, ambitionne de faire partie des six premiers sidérurgistes mondiaux d'ici 2010.

30 août – Le cyclone Katrina s'abat sur les côtes de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama faisant plusieurs milliers de morts. L'arrêt des raffineries touchées par l'ouragan fait peser la menace d'une pénurie durable d'essence. Le prix du baril passe la barre des 70 dollars lors des échanges électroniques précédant la cotation officielle.

2-26 septembre – Une grève chez le constructeur aéronautique Boeing paralyse les chaînes de montage de la firme aux États-Unis. Elle s'achève le 26 septembre avec un accord sur un nouveau contrat de travail pour trois ans (primes, hausse des retraites, maintien du programme d'assurance-maladie de l'entreprise).

13 septembre – Le premier site mondial d'enchères en ligne, eBay, acquiert la start-up Skype, société de téléphonie sur Internet, pour 2,6 milliards de dollars, avec 1,5 milliard supplémentaire payable en 2008 ou 2009, sous forme d'actions ou en cash, en fonction des performances de Skype.

14 septembre – Delta Airlines et Northwest Airlines, 3e et 4e compagnies aériennes américaines, se mettent en faillite. Touchées par la hausse des carburants, avec respectivement 16 et 8,4 milliards de dollars de dettes, elles se placent sous la protection du chapitre xi de la loi sur les faillites qui leur permet de continuer leur activité en prenant des mesures de restructuration.

14-16 septembre – Lors du sommet mondial de l'ONU, les États membres réaffirment les objectifs du millénaire et soulignent leur attachement au Consensus de Monterrey (2002) qui recommande aux pays développés de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'APD.

15 septembre – Après vingt ans de négociations, un accord entre l'UE et les États-Unis sur le commerce des vins est signé à Bruxelles.

19 septembre – En Allemagne, avec 35,2 % des voix, l'union conservatrice CDU-CSU, conduite par Angela Merkel, devance de justesse le SPD du chancelier sortant (34,1 %) mais n'obtient pas la majorité absolue au Bundestag. Le 11 octobre, Angela Merkel est désignée pour diriger une coalition où la CDU et le SPD reçoivent le même nombre de portefeuilles. Le 22 novembre, elle est élue chancelière par le Bundestag.

24-25 septembre – A l'occasion de leur 60e Assemblée annuelle, la Banque mondiale et le FMI approuvent la proposition du G8 d'annuler les 40 milliards de dollars de dettes contractées par dix-huit pays pauvres très endettés auprès du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Le débat sur la réforme du FMI, qui porte notamment sur le renforcement du poids des pays émergents, est relancé.

28 septembre – En Italie, ouverture du procès des dirigeants du groupe alimentaire Parmalat jugés pour manipulation des cours de Bourse et fausses déclarations aux marchés financiers.

29 septembre – Le groupe gazier russe, Gazprom, premier producteur mondial, annonce l'achat pour 13 milliards de dollars de 73 % du pétrolier Sibneft à Millhouse Capital, le holding de Roman Abramovitch.

4 octobre – Ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie et de la Croatie à l'Union européenne. Le 17 décembre, le Conseil européen, suivant l'avis favorable de la Commission, octroie à la Macédoine le statut de candidat à l'adhésion.

8 octobre – Un séisme d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter frappe le Pakistan et l'Inde. Le nombre de victimes est estimé à 86 000.

18 octobre – Confronté à des pertes historiques (près de 4 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'année), General Motors lance un plan de sauvetage. Le groupe veut céder le contrôle de sa filiale financière GMAC et décide de diminuer ses dépenses de couverture médicale.

24 octobre – Ben Bernanke, chef du Conseil économique de la Maison Blanche, est nommé, en remplacement d'Alan Greenspan, à la tête de la FED. Il se dit favorable à la transparence de la politique monétaire et à l'annonce d'objectifs précis en matière d'inflation. Il prendra ses fonctions le 31 janvier 2006.

2 novembre – L'Espagnol Telefonica lance une OPA sur O2, le leader anglais de la téléphonie mobile. C'est la plus importante fusion-acquisition dans le secteur depuis le rachat d'Orange par France Télécom en juin 2000.

2 novembre – Les renseignements téléphoniques français jusque-là détenus par France Télécom et les opérateurs mobiles s'ouvrent à la concurrence. 27 fournisseurs ont obtenu des numéros, les prix vont de 0,56 à 1,12 euro l'appel.

4-5 novembre – Le 4e sommet des Amériques, réunissant les 34 chefs d'État du continent américain, à l'exception de Cuba, consacre les tensions entre les différents États participants. La zone de libre-échange des Amériques, lancée en 1994 et soutenue par 29 pays, dont les États-Unis et les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, est rejetée par les pays du Mercosur et le Venezuela qui refusent d'ouvrir leurs marchés tant que ne seront pas supprimées les subventions agricoles des États-Unis et de l'Europe.

8 novembre – Un accord sur les importations de textiles chinois aux États-Unis est signé à Londres après plusieurs mois de négociation. L'accord limite la croissance moyenne des exportations de vêtements chinois à 10 % en 2006, 12,5 % en 2007 et 15 % en 2008. Pour les produits textiles, les taux sont de 12,5 % en 2006 et 2007 et de 16 % en 2008.

12-13 novembre – Au 13e sommet de la SAARC (Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale) à Dacca, les sept pays membres (Bangladesh, Bhoutan,

Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) décident d'orienter leur politique des dix prochaines années sur la lutte contre la pauvreté. Le principe de l'entrée de l'Afghanistan dans l'organisation est accepté. Enfin, l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2006, de l'accord de libre-échange en Asie du Sud (SAFTA) est confirmée.

21 novembre – EDF fait son entrée en Bourse. EDF a offert 188 millions d'actions nouvelles pour 7 milliards d'euros, ce qui en fait la plus importante introduction en Bourse de 2005 et la plus importante jamais réalisée sur Euronext.

2 décembre – La BCE relève, pour la première fois depuis cinq ans, son taux directeur de 25 points à 2,25 %. Cette décision est motivée par les pressions inflationnistes dans la zone euro.

2 décembre – Les trois opérateurs mobiles Orange, SFR et Bouygues Telecom sont condamnés par le Conseil de la concurrence à payer 534 millions d'euros pour s'être entendus sur un partage du marché entre 2000 et 2002.

6 décembre – Le Premier ministre britannique Tony Blair propose de réduire le budget 2007-2013 de l'UE à 1,03 % du revenu national brut européen. Il souhaite limiter l'aide aux dix nouveaux États membres mais accepte de réduire le « rabais » britannique. Le 17 décembre, un accord est obtenu. Le rabais britannique sur 2007-2013 sera réduit de 10,5 milliards d'euros. Le budget sera porté à 1,045 % du RNB.

6 décembre – Les membres de l'OMC s'entendent sur une modification de l'accord sur la propriété intellectuelle en donnant un caractère permanent à la Décision sur les brevets et la santé publique adoptée le 30 août 2003. Celle-ci autorise les pays pauvres non producteurs de médicaments touchés par le sida, la tuberculose ou la malaria à importer des médicaments génériques. L'accord, critiqué par différentes ONG qui jugent le dispositif de l'OMC inefficace, entrera en vigueur avant le 1er décembre 2007.

8 décembre – Gazprombank, filiale bancaire du géant gazier Gazprom, ouvre 30 % de son capital à la banque allemande Dresdner Bank, pour près de 700 millions d'euros.

10 décembre – L'intégration du Venezuela au Mercosur est décidée. Le processus d'adhésion durera au moins un an pour permettre au 5e membre de l'organisation de s'adapter aux règles communes, notamment au tarif douanier extérieur.

12 décembre – La conférence de Montréal sur le réchauffement climatique s'achève sur un accord des 157 pays signataires du protocole de Kyoto pour lancer des discussions sur de nouveaux objectifs de réduction des émissions. Les Américains, qui refusent depuis 2001 toute forme d'engagement contraignant sur les questions climatiques, acceptent de participer à un « dialogue informel ».

12-14 décembre – Le 1er sommet de l'Asie orientale rassemble seize pays asiatiques, dont la Chine, l'Inde et le Japon, ainsi que les dix pays de l'ASEAN, en présence de la Russie qui y assiste en tant qu'observateur. L'objectif est de lancer une

Communauté d'Asie orientale de libre-échange, mais les tensions sino-japonaises bloquent toute avancée réelle.

13-18 décembre – A Hong Kong, lors de sa 6^e conférence ministérielle, l'OMC adopte une déclaration censée relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux. L'accord prévoit l'élimination fin 2013 des subventions à l'exportation des produits agricoles des pays riches. Ces derniers devront s'engager à importer, à partir de 2008, 97 % des produits des pays les moins avancés (PMA) sans droit de douane ni contingent. Enfin, les subventions à l'exportation de coton seront éliminées par les pays développés en 2006.

14 décembre – Michel Pébereau, président de BNP Paribas, remet son rapport sur la dette française au ministre des Finances, Thierry Breton. Ce document très critique appelle l'État à « rompre avec la facilité de la dette publique ». Évaluant celle-ci à 1 100 milliards d'euros, il préconise une résorption des déficits publics en cinq ans.

27 décembre – Russes et Ukrainiens s'efforcent de trouver un compromis après la décision de Gazprom de quadrupler le prix du gaz vendu à l'Ukraine. L'UE s'inquiète pour son approvisionnement énergétique. Le 29 décembre, Gazprom menace de cesser ses livraisons, ce qui risquerait de perturber l'approvisionnement de l'Union, dont 6 % de la consommation d'énergie proviennent de Russie via le gazoduc ukrainien.

2006

1^{er} janvier – L'Autriche prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

1^{er} février – Après une semaine de négociations, la Pologne et les vingt-quatre autres pays membres de l'UE s'accordent pour prolonger jusqu'en 2010 le régime spécial de TVA, permettant à neuf pays de l'UE d'appliquer des taux réduits de TVA à un ensemble de services « à forte densité de main-d'œuvre ».

6 février – George W. Bush présente son projet de budget fédéral 2006, dont le montant s'élève à 2 770 milliards de dollars. Le déficit prévu atteint 423 milliards. Les crédits militaires (439 milliards) sont en hausse de 6,9 %. Les réductions d'impôts instaurées depuis 2001 deviennent permanentes. L'agriculture, les transports, l'environnement et l'éducation subissent les coupes les plus fortes.

6 février – En Allemagne, pour la première fois depuis quatorze ans, les salariés de la fonction publique font grève. Ils s'opposent à l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail.

8 février – Le Parlement européen trouve un accord de principe sur la directive services, dite Bolkestein. Le très débattu « principe du pays d'origine » est supprimé.

10-11 février – La sécurité énergétique est le thème principal de la réunion des ministres des Finances du G8 présidée par Moscou. La Russie ne prend aucun engagement concret sur la refonte de son marché du gaz, dominé par Gazprom. Par

ailleurs, elle annonce vouloir rembourser de manière anticipée sa dette auprès des créanciers du Club de Paris.

13 février – Inculpations dans le scandale financier touchant le groupe japonais Livedoor de services de communication et d'Internet.

13 février – Les États-Unis sont de nouveau condamnés par l'OMC pour leurs subventions aux exportations. Ils devront supprimer le dispositif des *foreign sales corporations* qui permet de larges exonérations fiscales sur les recettes d'exportations.

28 février-1er mars – Une douzaine de pays, dont la France et le Royaume-Uni, décident de créer une contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1er juillet 2006. Une partie des recettes alimentera la Facilité internationale d'achat de médicaments. De nombreux pays européens, ainsi que les États-Unis et le Canada, refusent d'adhérer au projet.

5 mars – AT&T rachète BellSouth, 3e opérateur américain des télécommunications. AT&T qui avait fusionné avec SBC en janvier 2005 redevient, grâce à cette fusion et aux regroupements d'activités entrepris en 2004 et 2005, la première entreprise de télécommunications aux États-Unis devant Verizon.

5-14 mars – Le Parlement chinois approuve le rapport d'activité du gouvernement présenté par le Premier ministre Wen Jiabao et le 11e plan quinquennal (2006-2010) du pays, dans lesquels sont inscrits les objectifs de réduction des inégalités et de développement rural.

28 mars – 1,5 million de fonctionnaires des administrations locales britanniques fait grève contre la réforme des retraites.

28 mars – Le parlement britannique adopte une nouvelle loi sur l'immigration basée sur un système à points visant une sélection sur la base des qualifications.

3 avril – Après le rachat de l'américain Lucent, Alcatel devient le premier groupe mondial d'équipements de télécommunications.

4 avril – Les gouverneurs des banques centrales du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) décident la mise en place d'un conseil monétaire, première étape vers la création d'une banque centrale commune, en vue du lancement d'une monnaie unique en 2010.

10 avril – En France, après plus d'un mois de manifestations, le gouvernement retire l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances instaurant le contrat première embauche (CPE), contrat de travail destiné aux moins de 26 ans.

19 avril – Le Venezuela annonce son retrait de la Communauté andine (CAN). Le président Hugo Chavez estime que les traités bilatéraux de libre-échange signés avec les États-Unis par le Pérou et la Colombie sont incompatibles avec l'organisation régionale. Le 29 avril, le président Chavez et le président bolivien Evo Morales,

signent avec le dirigeant cubain Fidel Castro un Traité commercial des peuples, pensé comme une alternative au libre-échange promu par les États-Unis.

22-28 avril – Le président chinois Hu Jintao se rend en Arabie Saoudite, au Nigeria et au Kenya pour signer des accords pétroliers. Il se rend aussi au Maroc, considéré par la Chine comme une plate-forme commerciale vers l'Europe et l'Afrique.

26-27 avril – Les questions énergétiques dominent le 8e sommet russo-allemand, en raison des menaces de Moscou de « réorienter » ses exportations de gaz vers l'Amérique du Nord ou l'Asie si l'Europe contrariait ses projets commerciaux en Europe. Vladimir Poutine assure à l'Allemagne que la Russie respectera ses engagements en matière de livraisons de gaz à l'Europe.

28 avril – Le PDG du constructeur automobile coréen Hyundai Motor est arrêté, accusé de détournement de fonds et d'abus de confiance.

1er mai – Le président Evo Morales annonce la nationalisation des hydrocarbures boliviens. Le 4 mai, un sommet de crise sur la sécurité énergétique réunit à Puerto Iguazu en Argentine, les présidents du Brésil, d'Argentine, de Bolivie et du Venezuela. À l'issue du sommet, la Bolivie s'engage à assurer les livraisons de gaz aux compagnies pétrolières étrangères et à renégocier les contrats de manière bilatérale.

9 mai – Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols signent un accord pour favoriser l'embauche en CDI et réduire l'enchaînement des contrats temporaires.

16 mai – La Commission européenne décide de reporter à octobre 2006 sa décision au sujet de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie. Elle souligne la persistance de la corruption et de la criminalité organisée en Bulgarie. La candidature roumaine pâtit de l'absence d'un système intégré de gestion des fonds structurels pour l'agriculture et d'organismes payeurs accrédités.

25 mai – Kenneth Lay et Jeffrey Skilling, ex-dirigeants d'Enron, sont reconnus coupables d'entente illicite, fraude et malversations par un tribunal de Houston (Texas). En décembre 2001, la faillite frauduleuse de la société de courtage en énergie, septième société américaine, a constitué un énorme scandale financier. Elle a entraîné la perte de 5 600 emplois et de quelque deux milliards de dollars de capital-retraite. La perte de capitalisation boursière a été chiffrée à 60 milliards de dollars.

30 mai – Le fondateur du groupe coréen Daewoo est condamné à dix ans de prison et au remboursement de 22,5 milliards de dollars pour sa responsabilité dans la faillite de son groupe en 1999.

2 juin – Le New York Stock Exchange rachète, pour 10 milliards de dollars, la Bourse paneuropéenne Euronext, née en 2000, qui regroupe les places de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. La nouvelle entité s'appellera Nyse Euronext.

8 juin – La BCE augmente son principal taux directeur d'1/4 de point à 2,75 %. C'est la troisième hausse depuis le mois de décembre 2005.

16 juin – Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE acceptent l'entrée de la Slovaquie dans la zone euro. Ils refusent celle de la Lituanie jugeant son inflation (2,8 % en 2006) trop élevée.

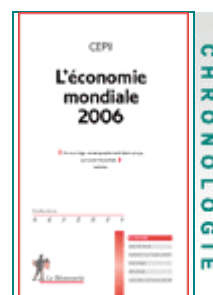
25 juin – La création du groupe Arcelor-Mittal est annoncée. Après plusieurs tentatives d'OPA de Mittal Steel Compagny sur l'aciériste européen Arcelor à partir du 27 janvier 2006, le conseil d'administration d'Arcelor accepte l'offre de Mittal de 26,9 milliards d'euros.

29 juin – La Fed procède au 17^e relèvement successif d'1/4 de point du taux des fonds fédéraux, porté à 5,25 %.

30 juin – En France, le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration déposé par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy est adopté par le Parlement. Il se présente comme l'outil de mise en œuvre d'une « immigration choisie au lieu d'une immigration subie ».

Chronologie de l'économie mondiale

Julie Lochard*



p. 112-122

GOUVERNANCE INTERNATIONALE

20 septembre 2004 – Le sommet informel sur la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde réunit 55 pays à l'initiative du président brésilien Lula da Silva. Plusieurs propositions de taxe internationale pour financer le développement sont étudiées.

1er au 3 octobre – La 59e Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale souligne le risque lié à la flambée du pétrole qui franchit la barre des 50 dollars le baril le 27 septembre. Par ailleurs, le FMI, qui a décidé le 30 septembre de prolonger de deux ans le plan d'allégement de la dette des pays pauvres les plus endettés, dit souhaiter consacrer une attention particulière aux pays à faible revenu.

18 novembre – La Russie ratifie le protocole de Kyoto à l'ONU, ouvrant ainsi la voie à son entrée en vigueur prévue le 16 février 2005. Ce texte impose aux pays industriels de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne d'ici à 2012 par rapport au niveau de 1990. Du 6 au 17 décembre, 180 pays sont réunis en Argentine pour discuter de l'après 2012, mais la conférence est un échec en raison des réticences des États-Unis et des pays émergents.

20-21 novembre – Le G20 appelle les États-Unis à réduire leurs déficits et les pays d'Asie à assouplir leurs politiques de change. En marge de ce sommet, le Club de Paris s'accorde sur l'annulation de 80 % de la dette publique irakienne, estimée à 39 milliards de dollars.

26-30 janvier 2005 – Le 35e Forum économique mondial de Davos est centré sur la lutte contre la pauvreté. Le Forum social mondial du 26 au 31 janvier à Porte Alegre s'achève avec la construction d'un « Mur des propositions », issu des ateliers réunissant 150 000 personnes.

4-5 février – Lors du sommet du G7, le ministre des Finances britannique propose un « Plan Marshall » pour l'Afrique. Un accord de principe est obtenu sur l'annulation de la dette multilatérale des pays pauvres. Mais la création d'une Facilité financière

* Julie Lochard est attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Paris-I.

internationale destinée à doubler le montant annuel de l'aide au développement est rejetée par les États-Unis.

31 mars – L'américain Paul Wolfowitz est nommé président de la Banque mondiale.

11 juin – Les ministres des Finances du G8 annoncent l'annulation de la dette multilatérale de 18 pays pauvres, dont 14 africains, d'un montant de 40 milliards de dollars.

COMMERCE INTERNATIONAL

7-8 juillet 2004 – Au sommet du Mercosur à Puerto Iguazu, le Venezuela devient membre associé et le Mexique entame un processus d'association.

13 juillet – Les ministres du Commerce des pays du G90 (membres de l'Union africaine, pays ACP – Afrique-Caraïbes-Pacifique – et pays les moins avancés demandent, dans le cadre de l'OMC, des règles commerciales plus justes et l'élimination des subventions agricoles des pays riches.

31 juillet-1er août – Les 147 pays membres de l'OMC trouvent un accord pour relancer le cycle de négociations commerciales débuté à Doha en 2001, et bloqué depuis l'échec de Cancún en septembre 2003. Cet accord prévoit l'ouverture de négociations sur la date de suppression des subventions et aides à l'agriculture des pays industrialisés. En contrepartie, les pays en développement acceptent d'engager des négociations sur la facilitation des échanges et la libéralisation des services.

8 septembre – L'OMC condamne les États-Unis pour leurs subventions aux producteurs de coton après la plainte déposée en mars 2003 par le Brésil. Le 18 octobre, les États-Unis font appel de ce jugement. Le 3 mars 2005, l'OMC confirme la première décision, laissant six mois aux États-Unis pour supprimer leurs aides.

6 octobre – Les États-Unis engagent une procédure à l'OMC contre les subventions européennes au groupe Airbus et mettent fin à l'accord bilatéral UE-États-Unis de 1992 sur les subventions aux industries aéronautiques. L'UE riposte en introduisant auprès de l'OMC son dossier sur les aides américaines à Boeing. Le 12 janvier 2005, l'UE et les États-Unis se donnent trois mois pour renégocier l'accord de 1992. N'ayant pu trouver un accord, les deux pays demandent l'arbitrage de l'OMC le 31 mai.

11 octobre – Les États-Unis abrogent la loi sur les aides fiscales aux exportations condamnée par l'OMC en 2001.

15 octobre – L'Organe de règlement des différends de l'OMC met en cause le régime préférentiel d'importations de sucre accordé par l'UE à l'Inde et aux pays ACP, suite à la demande d'arbitrage déposée en 2003 par le Brésil, l'Australie et la Thaïlande. L'UE annonce qu'elle fera appel, tout en maintenant son intention de réformer son marché du sucre. Le 28 avril 2005, ce jugement est confirmé en appel.

20 octobre – Les négociations entre l’UE et le Mercosur visant un accord de libre-échange échouent et sont reportées à 2005.

20-21 novembre – Lors de son 12e sommet à Santiago du Chili, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) reporte son projet de zone de libre-échange.

26 novembre – L’Union européenne et six autres pays (Brésil, Canada, Inde, Corée, Japon et Mexique) sont autorisés par l’OMC à adopter des sanctions commerciales (150 millions de dollars) contre les États-Unis à la suite du maintien par Washington de l’amendement Byrd ; celui-ci permet au gouvernement de redistribuer les droits antidumping aux sociétés américaines qui ont déposé des plaintes. Washington ayant refusé de retirer cet amendement, l’UE impose, à partir du 1er mai 2005, une taxe de 15 % sur plusieurs produits américains.

29-30 novembre – Au sommet de Vientiane (Laos), l’Asean et Pékin décident d’engager un processus visant la création en 2010 d’une zone de libre-échange.

8 décembre – Douze pays d’Amérique du Sud créent une nouvelle entité régionale, la Communauté sud-américaine des Nations. L’ambition est d’unifier le continent sur le modèle de l’UE.

1er janvier 2005 – Expiration de l’Accord sur les textiles et les vêtements : les quotas qui régissaient les importations américaines et européennes de textile et d’habillement sont totalement démantelés. Les pays en développement qui bénéficiaient des quotas risquent de voir leurs parts de marché se réduire au profit de l’Inde et de la Chine.

4 mai – Les ministres du Commerce d’une trentaine de pays membres de l’OMC trouvent un accord sur le mode de calcul des droits de douane agricoles, qui permet la relance des négociations sur la libéralisation du commerce.

13 mai – Les États-Unis annoncent qu’ils fixeront des quotas sur trois catégories textiles pour freiner l’envolée des importations en provenance de Chine depuis janvier. Le 18 mai, ils limitent les importations de quatre nouvelles catégories de vêtements et textiles chinois. Le 27 mai, l’UE annonce des consultations formelles avec la Chine dans le cadre de l’OMC. Un compromis est trouvé le 10 juin, prévoyant de limiter de 8 à 12,5 % par an, jusqu’à fin 2007, la hausse des exportations chinoises vers l’UE pour une dizaine de produits.

26 mai – Les 148 pays membres nomment le Français Pascal Lamy à la tête de l’OMC. Il remplacera le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi à partir du 1er septembre.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

8-9 septembre 2004 – L’Union africaine organise un sommet extraordinaire sur la pauvreté en Afrique. Vingt chefs d’État, ainsi que les directeurs généraux du FMI et du

Bureau international du travail (BIT), adoptent un plan d'action pour lutter contre la pauvreté, en lançant les bases d'un processus pour la création d'emplois en Afrique.

16 septembre – à partir du 1er novembre, l'Opep décide de relever son plafond de production à 27 millions de barils/jour. Le 10 décembre, elle annonce son intention de réduire le niveau de production de pétrole d'un million de barils/jour au 1er janvier sans modifier les quotas pour prévenir une baisse des prix.

21 septembre – La Chine, la Russie et quatre républiques d'Asie centrale ex-soviétiques signent un accord visant à renforcer leurs liens économiques au sein de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), notamment dans l'énergie, l'information, les télécommunications, la protection de l'environnement et les ressources naturelles.

19 octobre – Un accord euroméditerranéen d'association est signé entre l'UE et la Syrie. Les négociations démarrées en 1998 aboutissent : un consensus sur le litige concernant la non-prolifération des armes de destruction massive est trouvé.

8 novembre – L'UE et l'Inde annoncent un partenariat stratégique. L'UE a déjà instauré de tels partenariats avec le Canada, la Chine, le Japon, la Russie et les États-Unis.

23 novembre – Le sommet du Nepad (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) à Alger permet de dresser le bilan de trois années d'existence de ce programme et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, lancé en février 2004. Le Ghana, le Kenya, l'île Maurice et le Rwanda font actuellement l'objet d'une évaluation collégiale et vingt-quatre ont déjà adhéré à ce nouveau système.

11 décembre – La 1re réunion du « Forum de l'avenir » réunissant une vingtaine de pays du monde arabe et du G8 fait état de la méfiance suscitée par les projets américains de réforme politique, économique et sociale dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

14 décembre – Le groupe pétrolier russe, Ioukos, se place sous la protection de la loi américaine sur les faillites pour tenter de stopper la vente aux enchères de sa principale filiale, Iouganskneftegaz, décidée par la justice russe en raison d'une dette fiscale de 27 milliards de dollars. Le 19 décembre, la société écran de la compagnie pétrolière publique Rosneft Baïkalfinansgroup, rachète la filiale de Ioukos.

26 décembre – Le candidat de l'opposition Viktor Iouchtchenko, remporte l'élection présidentielle en Ukraine après une crise politique qui a duré un mois. Il plaide pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

26 décembre – Le séisme survenu au large de Sumatra (Indonésie) et suivi d'un raz-de-marée sur les côtes de l'Asie du Sud et du Sud-Est entraîne la mort d'environ 295 000 personnes. L'aide publique promise par la Communauté internationale atteint près de 4 milliards de dollars. Le 6 janvier 2005, est organisée à Djakarta une conférence internationale sur l'aide aux pays sinistrés, et le 12 janvier, lors d'une réunion du Club de Paris, les dix-neuf gouvernements créanciers des pays

industrialisés décident d'un moratoire sur la dette du Sri Lanka, de l'Indonésie, et des Seychelles. Du 18 au 22 janvier, une conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, sous l'égide de l'ONU à Kobé (Japon), annonce la création d'un système d'alerte dans l'océan Indien.

25 février 2005 – La restructuration de la dette souveraine argentine (100 milliards de dollars) impayée depuis décembre 2001 s'achève sur un succès. Les trois quarts des créanciers privés acceptent l'échange de titres proposé par le gouvernement.

16 mars – Á Ispahan (Iran), l'Opep décide d'augmenter son plafond de production de 0,5 million de barils/jour. Elle relève de nouveau son plafond le 15 juin, le portant à 28 millions de barils/jour à partir du 1er juillet. Le prix du baril dépasse 60 dollars le 23 juin.

28 mars – Le gouvernement brésilien annonce qu'il ne demandera pas le renouvellement, au 31 mars, de l'accord de prêt signé avec le FMI en septembre 2002.

11 avril – Le groupe russe Gazprom, premier producteur mondial de gaz naturel, signe un accord avec le numéro un de la chimie, l'allemand BASF, pour coopérer dans l'exploitation, le transport et la commercialisation du gaz russe.

11-12 avril – Le Soudan obtient 4,5 milliards de dollars d'aide pour reconstruire le Sud du pays dévasté par 21 ans de guerre civile, lors d'une conférence des donateurs à Oslo.

4-6 mai – En marge de la conférence annuelle de la Banque asiatique de développement, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et les dix pays de l'Asean décident d'élargir leur réseau d'échanges monétaires en vue de la création d'un Fonds monétaire asiatique.

6 mai – À l'issue du 8e sommet de la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), les chefs d'État des cinq pays membres (Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria, Sierra Leone) annoncent le report au 1er décembre 2009 de l'union monétaire, initialement prévue pour le 1er juillet 2005.

11 mai – Le FMI accorde un prêt de 10 milliards de dollars sur trois ans à la Turquie. Cette enveloppe prend le relais d'un précédent crédit « stand-by » de 16 milliards épuisé en février. Depuis le 1er janvier, la mise en circulation de la nouvelle livre turque parachève le plan de redressement mis en œuvre avec l'aide du Fonds.

13 mai – La Russie conclut un accord avec les pays créanciers du Club de Paris pour le remboursement par anticipation de 15 milliards de dollars de sa dette extérieure, portée ainsi à 25 milliards de dollars (sa dette extérieure totale passe à environ 100 milliards de dollars). Le 31 janvier, la Russie remboursait avant terme les emprunts contractés auprès du FMI d'un montant de 3,3 milliards de dollars.

18 mai – Le FMI reporte d'un an les échéances de remboursement des sommes dues par l'Argentine à l'institution (2,5 milliards de dollars) qui devaient intervenir entre mai 2005 et avril 2006.

17 juin – Bank of America acquiert 9 % du capital social d'une des plus grandes banques chinoises, China Construction Bank.

EUROPE

14 juillet 2004 – La Commission européenne propose une réforme du régime communautaire du sucre, critiqué pour mettre des entraves à la concurrence, et porter préjudice aux pays en développement et à l'environnement. Le processus de réforme doit débuter en juillet 2005.

15 juillet – La Commission européenne présente une proposition de Fonds européen pour la pêche (FEP) pour la période 2007-2013, doté de 700 millions d'euros par an afin de faciliter les mesures destinées à assurer une pêche respectueuse de l'environnement et la diversification des activités dans les zones de pêche.

8 octobre – Le statut de société européenne, qui doit permettre aux entreprises de réorganiser leurs activités à l'échelle communautaire sans être astreintes aux formalités qu'implique l'établissement d'un réseau de filiales, entre en vigueur. Toutefois, seuls six des vingt-huit pays membres de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE) ont adopté les réglementations nationales nécessaires à la constitution de sociétés européennes sur leur territoire.

14 octobre – General Motors annonce la suppression de 12 000 emplois en Europe, la plupart étant en Allemagne. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la restructuration des sites de production qui fait suite à l'annonce de pertes de 236 millions de dollars pour la filiale Europe et qui touche un cinquième des effectifs européens du groupe automobile.

15-17 octobre – Le 3e Forum social européen se tient à Londres et rassemble 20 000 personnes de 65 nationalités. Il s'achève par un appel en faveur d'une Europe sociale.

20 octobre – La Commission européenne adopte un projet de règlement relatif au système de préférences généralisées pour les pays en développement pour les années 2006-2008. Celui-ci, tout en étant simplifié, étend la liste des produits couverts, est ciblé vers les pays qui en ont le plus besoin, et mis au service du développement durable.

29 octobre – Les 25 chefs d'État et de gouvernement de l'UE signent, à Rome, le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Les pays candidats (Bulgarie, Roumanie, Turquie) signent également l'Acte final. Le 12 janvier, le Parlement européen adopte à une large majorité ce traité.

11 novembre – La Lituanie ratifie par voie parlementaire le traité établissant une Constitution pour l'Europe ; elle est le premier pays membre de l'UE à l'adopter. La Hongrie le ratifie le 20 décembre.

22 novembre – La nouvelle Commission européenne entre en fonction. Après la crise institutionnelle du 27 octobre qui a contraint le président, José Manuel Barroso, à modifier la nouvelle équipe de commissaires, une large majorité est finalement obtenue sur la composition de cette dernière au Parlement européen.

9 décembre – La commissaire européenne à la concurrence, Neelie Kroes, annonce que Bruxelles oppose son veto à la fusion des groupes énergétiques portugais EDP et GDP. Le précédent refus de fusion d'entreprises par la Commission remonte à la fin de 2001.

14 décembre – La Commission européenne décide de suspendre les procédures pour déficit excessif engagées en 2003 contre la France et l'Allemagne. Le 22 décembre, elle décide la poursuite des procédures lancées contre la Grèce et la Hongrie.

16-17 décembre – Le Conseil européen entérine un accord global sur les négociations d'adhésion avec la Turquie : celles-ci pourraient être ouvertes le 3 octobre 2005, mais Ankara est soumise à des conditions très strictes, dont la reconnaissance de Chypre.

22 décembre – La Cour européenne de justice confirme les mesures imposées par la Commission à Microsoft, condamnée en mars pour abus de position dominante. Le 23 mai 2005, Bruxelles fixe un ultimatum à Microsoft, pour qu'elle prenne les mesures correctives imposées, sous peine d'astreintes journalières pouvant représenter jusqu'à 5 % de son chiffre d'affaires mondial quotidien.

30 décembre – L'euro enregistre un record historique en étant coté 1,366 dollar.

1er février 2005 – L'accord de stabilisation et d'association entre l'UE et la Croatie entre en vigueur. L'ASA offre un cadre contractuel aux relations entre l'UE et la Croatie durant la phase de préadhésion.

9 février – La Commission européenne adopte un nouvel « agenda social », qui complète les engagements de la stratégie de Lisbonne en matière de croissance et de compétitivité.

16 mars – Eurostat, annonce que le déficit public de la zone euro atteint en 2004 2,7 % du PIB mais refuse de valider les chiffres présentés par la Grèce et l'Italie pour 2004 (respectivement 6,1 % et 3 % du PIB) au motif d'incohérences. En 2004, les déficits de neuf pays sont supérieurs au plafond de 3 %.

16 mars – L'ouverture des négociations d'adhésion avec la Croatie, prévue pour le 17 mars, est reportée par le Conseil affaires générales et relations extérieures de l'Union européenne, du fait des insuffisances de la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

22-23 mars – Lors d'un sommet à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE entérinent la réforme assouplissant le pacte de stabilité, adoptée le 20 mars par les ministres des Finances. Les Vingt-cinq décident la révision du projet de directive

Bolkestein selon lequel un prestataire de services opérant dans plusieurs États membres de l'UE relève, sous certaines conditions, de la législation de son pays d'origine.

7 avril – La BCE maintient ses taux à 2 %, niveau inchangé depuis 22 mois.

25 avril – Le traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE est signé à Luxembourg. Ces pays seront les plus pauvres de l'UE avec un PIB de 30 % de la moyenne communautaire. Leur adhésion est prévue pour le 1er janvier 2007, mais une clause de sauvegarde peut la retarder.

30 avril – Après la Slovénie, l'Estonie et la Lituanie en juin 2004, trois nouveaux membres de l'UE (la Lettonie, Malte et Chypre) intègrent le Mécanisme de change européen bis. Ils pourraient adhérer à la zone euro dès 2007.

29 mai – Alors que neuf pays, dont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, ont déjà approuvé le traité établissant une Constitution pour l'Europe, la France, puis les Pays-Bas le 1er juin, le rejettent massivement par voie référendaire.

7 juin – La Commission européenne propose de déclencher une procédure pour déficit excessif contre l'Italie, dont le déficit budgétaire dépasse les 3 % et risque de rester au-dessus de ce seuil en 2005 et 2006. Le 22 juin, une même procédure est engagée à l'encontre du Portugal dont le déficit devrait atteindre 6,2 % du PIB en 2005.

16-17 juin – Lors du Conseil européen de Bruxelles, les dirigeants des 25 pays de l'UE décident de renoncer à la date butoir initialement fixée au 1er novembre 2006 pour achever les ratifications de la Constitution, mais ne parviennent pas à trouver un accord sur le futur budget de l'UE.

ÉTATS-UNIS

12 septembre 2004 – La compagnie américaine US Airways demande la protection de la loi sur les faillites. La compagnie aérienne avait déjà entrepris la même démarche en août 2002 et avait obtenu en mars 2003 l'approbation de son plan de restructuration. De son côté, la compagnie Delta Airlines annonce le 8 septembre un plan d'économies comportant la suppression de plus de 6 000 emplois. Les grandes compagnies aériennes américaines subissent la concurrence des « low cost » qui proposent des vols à bas prix.

21 septembre – La Réserve fédérale américaine (Fed) décide de la troisième hausse en trois mois de ses taux d'intérêt, la précédente ayant eu lieu le 10 août. Le taux des fonds fédéraux (le principal taux directeur américain) passe de 1,5 à 1,75 %.

4 octobre – Le président Bush ratifie la 4e loi prévoyant une réduction des impôts. Intitulée « Working families tax relief act », elle porte sur 146 milliards de dollars de

baisse d'impôts, et augmente de près de 30 milliards de dollars le déficit budgétaire prévu initialement pour 2005.

2 novembre – Réélection de George W. Bush à la présidence des États-Unis.

8 décembre – La société chinoise Lenovo rachète l'activité PC du groupe américain IBM pour 1,25 milliard de dollars, ce qui la place au 3^e rang mondial des fabricants d'ordinateurs personnels.

28 janvier 2005 – Procter & Gamble annonce son intention d'acquérir la société américaine Gillette, pour 57 milliards de dollars. Le nouveau groupe, avec un chiffre d'affaires de 60 milliards de dollars, deviendrait le numéro un mondial des produits de grande consommation.

7 février – Le président Bush présente le projet de budget 2006, qui prévoit un resserrement des dépenses, excepté pour la défense, afin de ramener le déficit à 390 milliards de dollars (3 % du PIB), chiffre en baisse par rapport au niveau record de 427 milliards de dollars (3,5 % du PIB) de 2005. Le 17 mars, le Sénat inflige un revers au Président en votant un budget de 2 600 milliards de dollars qui ne prend pas en compte les coupes effectuées dans les programmes sociaux proposés par la Maison Blanche.

10 février – Le ministère du Commerce annonce un déficit commercial record pour 2004 de 617,7 milliards de dollars, en hausse de 24,4 % par rapport à 2003. Le déséquilibre le plus spectaculaire s'observe à l'égard de la Chine (162 milliards de dollars).

3 mai – Pour la huitième fois depuis juin 2004, la Fed augmente son principal taux directeur qui est porté à 3 %. Le 30 juin, elle le relève à nouveau d'un quart de point. La BCE n'ayant pas augmenté le sien depuis près de deux ans, l'écart avec le taux américain se creuse, ce qui permet d'affaiblir l'euro face au dollar.

19 mai – La compagnie aérienne US Airways (placée sous la protection de la loi sur les faillites depuis septembre) et son homologue America West annoncent leur intention de fusionner. Le mariage entre les 7^e et 8^e transporteurs américains donnera naissance à la sixième compagnie du pays.

JAPON

12 août 2004 – Les banques Mitsubishi Tokyo Financial Group (MTFG) et UFJ décident de fusionner. Cette opération placera le groupe au 1^{er} rang mondial, jusqu'alors occupé par la banque américaine Citigroup. Les deux établissements envisagent de supprimer 6 000 emplois (13 % des effectifs).

6 octobre – L'État japonais vend ses actions (83 %) dans J-Power, le plus grand distributeur d'électricité du Japon, dont la privatisation est vue comme le premier pas important vers une libéralisation du marché énergétique du pays.

20 décembre – Le gouvernement Koizumi adopte un budget d'austérité pour l'exercice 2006 qui s'achève en mars. Afin d'assainir les finances publiques, les dépenses générales sont réduites de 0,7 % sur un an, le budget alloué à la défense diminuant de 1 %. Pour la sixième année, le Japon révisé à la baisse sa contribution à l'aide internationale.

Décembre – Le chômage au Japon atteint au mois de décembre son niveau le plus bas en six ans (4,4 %), mais la reprise de l'activité demeure modérée.

6 avril 2005 – La Banque du Japon maintient inchangée sa politique monétaire.

13 avril – Le gouvernement accorde des droits de forage dans une zone maritime supposée riche en ressources énergétiques de la mer de Chine orientale disputée avec la Chine, ce qui conduit à détériorer sensiblement les relations sino-japonaises.

23 mai – La crise qui a opposé pendant plus de deux mois le diffuseur audiovisuel Fuji Télévision et le portail Internet Livedoor pour le contrôle de la radio Nippon Broadcasting System (NBS) s'achève avec la signature d'un accord financier qui prévoit le rachat par le premier des parts détenues par Livedoor. NBS devient une filiale codétenue par Fuji TV, à hauteur de 68,87 %, et par Livedoor, pour 17,6 %.

Chronologie de l'économie mondiale

Julie Lochard*



p. 112-122

GOUVERNANCE INTERNATIONALE

20-24 septembre 2003 – Au cours de la 58e assemblée annuelle du G7, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le G7 et le FMI s'inquiètent de l'absence de flexibilité des taux de change de nombreux pays asiatiques, parmi lesquels la Chine, dont la monnaie est jugée sous-évaluée.

29 septembre-1er octobre – La troisième conférence internationale sur le développement de l'Afrique (TICAD), organisée conjointement par le Japon, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale et la Coalition mondiale pour l'Afrique, réunit des représentants de 86 pays, dont 49 États africains. Elle apporte son soutien au NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) et le Japon s'engage à verser un milliard de dollars sur cinq ans pour financer des programmes sanitaires et éducatifs.

1er-3 octobre – La première réunion plénière du GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) se tient à Stockholm. Les représentants des 33 États-membres et de 15 organisations internationales précisent les obligations des pays en matière de gel des avoirs des terroristes, ainsi que les pratiques à adopter pour lutter contre le financement du terrorisme.

10-12 décembre – 175 pays participent au sommet mondial sur la société de l'information, organisé sous l'égide des Nations unies à Genève, avec pour objectif de « combler la fracture numérique » entre pays riches et pauvres. Ils adoptent une déclaration de principe et un plan d'action visant à l'expansion de l'Internet et des nouveaux moyens de communication dans les pays en développement, mais la mise en place d'un fonds de financement des projets est reportée à la deuxième phase du sommet, prévue en 2005 à Tunis.

16-21 janvier 2004 – Le Forum social mondial tient sa quatrième édition à Bombay en Inde. Les 1 200 conférences et débats réunissant plus de 100 000 altermondialistes font une place importante aux questions indiennes : intolérance religieuse, exclusion par le système des castes et situation des femmes.

21-25 janvier – Le 34e Forum économique mondial de Davos qui rassemble environ 2 000 décideurs économiques et politiques est largement consacré à la reconstruction de l'Irak et à la faiblesse du dollar.

* Julie Lochard est allocataire de recherche à l'université Paris-I.

6-7 février – Les ministres des Finances du G7, réunis en Floride, adoptent un communiqué mettant en garde contre la volatilité excessive sur les marchés des changes.

5 mars – Horst Koehler démissionne de son poste de directeur général du FMI un an avant la fin de son mandat, pour être candidat à la présidence de la République fédérale d'Allemagne. Il est remplacé le 4 mai par Rodrigo Rato, ancien ministre des Finances espagnol.

24-25 avril – Les réunions monétaires du G7, du FMI et de la Banque mondiale se tiennent dans un contexte de reprise économique, le FMI annonçant une croissance mondiale de 4,6 % pour 2004. Mais le Comité de développement, qui coordonne les actions du FMI et de la Banque mondiale contre la pauvreté, constate que les objectifs du millénaire ne pourront être atteints si les tendances actuelles se poursuivent.

8-10 juin – Le G8, réuni à Sea Island aux États-Unis, adopte un projet de partenariat avec les pays du « Grand Moyen-Orient », destiné à soutenir les réformes dans cette région. Les Huit s'accordent également pour prolonger de deux ans l'initiative visant à alléger la dette des pays les plus pauvres, dite PPTE (pays pauvres très endettés). Cette initiative, qui devait arriver à échéance à la fin de 2004, n'a permis d'effacer que 31 milliards de dollars de dettes pour 27 pays sur les 100 milliards prévus.

26 juin – Les gouverneurs des banques centrales des pays du G10 adoptent le nouveau cadre de réglementation bancaire proposé par le Comité de Bâle. L'accord Bâle II repose sur trois piliers : les exigences minimales en matière de fonds propres, le processus de surveillance prudentielle et la discipline de marché. Il entrera partiellement en vigueur fin 2006.

COMMERCE INTERNATIONAL

11 juillet 2003 – Après la plainte déposée par l'Union européenne et sept pays (Brésil, Chine, Japon...), l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) condamne les États-Unis pour les taxes à l'importation d'acier qu'ils prélèvent depuis mars 2002. Saisi par Washington, l'Organe d'appel de l'OMC confirme cette condamnation le 10 novembre. Le 4 décembre, le Président américain, George W. Bush, annonce la suppression de ces taxes.

30 août – Les 146 pays membres de l'OMC s'accordent sur un assouplissement des conditions d'importation des médicaments génériques par les pays pauvres, après huit mois de blocage à l'initiative des États-Unis désireux de protéger leur industrie pharmaceutique.

10-14 septembre – La 5e conférence ministérielle de l'OMC, réunie à Cancun (Mexique) se solde par un échec, les pays membres se séparant sans adopter de déclaration finale. Face à l'absence de compromis Nord-Sud notamment sur le dossier agricole, les pays émergents ainsi que les pays les moins avancés refusent l'ouverture de négociations sur de nouveaux thèmes comme l'investissement, la concurrence ou les marchés publics. Au cours de cette conférence se forme le Groupe des vingt-deux (G22), constitué de pays en développement ou émergents, tels la Chine, l'Inde et le Brésil, hostiles aux subventions agricoles dans les pays riches.

7-8 octobre - Lors du 9e sommet de l'ASEAN (Association des nations du sud-est asiatique), les dix pays-membres s'accordent sur la création d'un marché commun à l'horizon 2020.

24 octobre – L'Union européenne et le Maroc signent un accord de libéralisation des échanges de produits agricoles (hors du champ de l'accord de libre-échange conclu en 1996) : 96 % des exportations marocaines vers l'Europe sont concernées. Réciproquement, la part des exportations agricoles européennes vers le Maroc bénéficiant d'un traitement préférentiel pourra atteindre 62 %. Le 2 mars 2004, les États-Unis et le Maroc concluent un accord de libre-échange portant sur la quasi-totalité des produits.

20 novembre – Le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), lancé par les États-Unis en 1994, fait l'objet d'un compromis permettant à chacun des 34 pays de ne pas adhérer aux clauses jugées contraires à ses intérêts. Ce projet, incluant tout le continent à l'exception de Cuba, est l'objet d'importantes divergences entre les États-Unis et un groupe de pays latino-américains menés par le Brésil. De nombreuses manifestations altermondialistes sont organisées contre le projet de ZLEA. Les 12 et 13 janvier, le sommet des Amériques, réunissant tous les États américains à l'exception de Cuba, souligne les divergences entre les États-Unis et l'Amérique latine. Dans la déclaration finale, aucune date précise n'est mentionnée pour l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange, et la proposition des États-Unis d'exclure les pays corrompus du système interaméricain n'est pas non plus retenue.

15 décembre – Réunis à Genève, les pays membres de l'OMC ne parviennent pas à s'accorder sur la reprise des négociations commerciales multilatérales, en raison notamment de différends sur les subventions versées par les pays riches à leurs agriculteurs.

16 décembre – Réunis à Montevideo, les chefs d'État et de gouvernement des pays du Mercosur et de la Communauté andine signent un accord de libre-échange ; le Pérou devient membre associé du Mercosur.

4-6 janvier 2004 – Lors du 12e sommet de la SAARC (Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale), les sept pays-membres signent un traité de libre-échange dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2006, ainsi qu'une Charte sociale sur la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de travail et un protocole antiterrorisme.

15 janvier – L'Union européenne et 7 autres pays demandent à l'OMC le droit d'imposer des sanctions contre les États-Unis pour n'avoir pas abrogé avant la date butoir l'amendement Byrd, jugé illégal en janvier 2003. Celui-ci, adopté par le Congrès américain en octobre 2000, autorise les douanes à reverser les taxes antidumping aux entreprises américaines ayant dénoncé des pratiques de dumping. Les sociétés américaines ont ainsi reçu 710 millions de dollars depuis 2000.

26-27 janvier – Lors du sommet de la CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale) au Congo, les chefs d'État et de gouvernement des onze pays-membres décident de créer une zone de libre-échange qui entrera en vigueur en décembre 2007.

1er mars – L'Union européenne sanctionne les États-Unis pour n'avoir pas modifié leur système d'aide aux exportations (Foreign Sales Corporation, FSC), jugé non-conforme aux

règles de l'OMC. Les contre-mesures consistent en l'application d'un droit de douane additionnel de 5 % sur certains produits agricoles et manufacturés, suivi d'une augmentation automatique de 1 % tous les mois, jusqu'à un plafond de 17 % qui sera atteint le 1er mars 2005 si la mise en conformité n'est pas intervenue à temps.

13-18 juin – La onzième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced XI) qui se tient à Sao Paulo (Brésil) a pour thème central le renforcement de la « cohérence entre les stratégies nationales de développement et les processus économiques mondiaux pour la croissance et le développement ». Les pays en développement dénoncent les subventions agricoles accordées par les pays riches et le Brésil plaide pour le renforcement de la coopération Sud-Sud.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

5 septembre – Le FMI accorde au Brésil un crédit de 4,1 milliards de dollars, qui entre dans le cadre de l'accord stand-by de 31,3 milliards approuvé en septembre 2002.

20 septembre – L'Argentine signe un accord avec le FMI devant permettre de financer pour les trois années à venir la dette de 15 milliards de dollars contractée auprès des institutions multilatérales. En contrepartie, l'Argentine s'engage à ramener son excédent budgétaire à 3 % en 2004. Le 22 septembre, le ministre de l'Économie Roberto Lavagna annonce le cadrage général du plan de restructuration de la dette publique contractée auprès des créanciers privés.

24 septembre – Les ministres de l'OPEP décident une baisse des quotas de production de 900 000 barils/jour, le plafond passant à 24,5 millions de b/j. Il sera à nouveau réduit d'un million de tonnes le 10 février 2004. L'Irak redevient membre de plein droit de l'OPEP, à la suite de la levée en mai 2003 de l'embargo imposé par l'ONU depuis la première guerre du Golfe. Il restera cependant exclu du système de quotas, le redémarrage de sa production n'étant pas encore assuré.

25 septembre – Le Président brésilien Lula da Silva autorise la culture de soja transgénique. Le Brésil est le deuxième exportateur mondial de soja après les États-Unis.

6 octobre – Alors que la Bolivie connaît une grave crise politique et sociale, le FMI décide de débloquer une tranche de 15 millions de dollars d'une ligne de crédit de 123 millions de dollars accordée en avril.

23-24 octobre – Réunie à l'initiative des États-Unis et parrainée par l'ONU, la conférence des donateurs pour la reconstruction de l'Irak rassemble 73 pays, 20 institutions internationales et 13 organisations non gouvernementales. Le coût de la reconstruction est évalué à près de 56 milliards de dollars pour 2004-2007, dont 17,5 milliards en 2004. La communauté internationale promet une contribution globale de 33 milliards de dollars sans toutefois préciser la répartition entre dons et prêts. Cette contribution inclut les 20,3 milliards de dollars demandés par le président Bush au Congrès américain et réservés au Fonds pour le développement de l'Irak créé et géré par l'administration américaine depuis mai 2003. Les autres contributions sont versées à un fonds multilatéral administré par les Nations unies et la Banque mondiale.

14-15 novembre – Lors du 13e sommet ibéro-américain, les 21 chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine, d'Espagne et du Portugal adoptent une résolution réaffirmant la primauté de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le sommet opte pour la création d'un secrétariat général permanent, visant à institutionnaliser la communauté ibéro-américaine à l'instar du Commonwealth britannique.

28 novembre – En Russie, la fusion, annoncée en avril, des groupes pétroliers Ioukos et Sibneft est suspendue. Cette nouvelle intervient alors que Ioukos est pris dans une tempête judiciaire, son PDG, Mikhaïl Khodorkovski, étant inculpé d'escroquerie et d'évasion fiscale. Le 26 mai 2004, la justice condamne le groupe pétrolier à payer au fisc des arriérés d'impôts dus au titre de l'année 2000, pour un montant de 3,5 milliards de dollars.

5-6 décembre – Le sommet réunissant à Tunis les chefs d'État et de gouvernement des pays de la Méditerranée occidentale (Tunisie, Algérie, Maroc, Lybie, Mauritanie) et des pays européens (France, Espagne, Italie, Portugal et Malte) marque un premier pas vers une coopération renforcée entre les pays du Maghreb et l'Europe.

Décembre-Février 2004 – Dix pays d'Asie sont touchés par une épidémie de grippe aviaire. Lors d'une conférence à Bangkok, fin janvier, réunissant huit des pays contaminés et des organisations internationales, un plan est adopté pour mettre en place une plus grande transparence et une action rapide. Environ 50 millions de poulets ont été abattus depuis le début de l'épidémie et on évalue à une vingtaine le nombre de personnes décédées de cette maladie.

13-14 février – Dix ans après le génocide rwandais, les chefs d'État du NEPAD se réunissent au Rwanda et adoptent un nouveau système d'évaluation collégiale de la « bonne gouvernance » pour attirer les investissements étrangers. Ce Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) est basé sur des critères de contrôle à la fois politique et économique.

9 mars – L'Argentine signe un accord avec le FMI pour éviter un nouveau défaut sur sa dette. Elle accepte de rembourser à la date prévue la première échéance de 3,1 milliards de dollars due à l'institution, contre l'assurance que de nouveaux financements seront débloqués.

31 mars-1er avril – La communauté internationale se retrouve à Berlin pour faire le point sur ses engagements militaire, humanitaire et financier en Afghanistan, et sur les nombreux problèmes qui restent à surmonter. Le président Hamid Karzaï annonce son intention de présenter un plan visant à rendre l'Afghanistan autonome, notamment financièrement, par rapport à la communauté internationale d'ici à 2014.

15 mai – Les ministres des Finances des 10 pays membres de l'ASEAN, réunis conjointement avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud réaffirment leur engagement pour davantage de coopération monétaire et financière, notamment au travers d'un marché obligataire régional permettant une allocation plus efficiente de l'épargne dans la région.

24 mai – Avec 41,72 dollars le baril, le prix du pétrole atteint son plus haut niveau depuis que le New York Mercantile Exchange (Nymex) a commencé à coter les contrats à terme, il y a 21 ans. Cette flambée des cours du pétrole est due notamment aux tensions au Moyen-Orient, à la faiblesse des stocks d'essence aux États-Unis et à l'explosion de la demande en Asie. Le 3

juin, l'OPEP décide d'augmenter son plafond de production de 2,5 millions de barils/jour d'ici au 1er août.

28-29 mai – Les 58 pays réunis au Mexique pour le troisième sommet Union européenne-Amérique latine et Caraïbes ont appelé au multilatéralisme et se sont prononcés, à quelques exceptions près, contre l'intervention armée américano-britannique en Irak. La déclaration finale indique qu'un accord Union européenne-Mercosur devrait être signé avant octobre, tandis que des négociations similaires seront engagées avec les pays andins et l'Amérique centrale.

EUROPE

14 septembre 2003 – Lors d'un référendum, les Estoniens approuvent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Le 20 septembre, les électeurs lettons font le même choix. La Lettonie est le dernier pays candidat à se prononcer sur son adhésion.

15 septembre – Les Suédois rejettent l'adoption de la monnaie unique, désavouant ainsi leur gouvernement social-démocrate.

23 septembre – L'ancien gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, est nommé président de la Banque centrale européenne (BCE) et succède au Néerlandais Wim Duisenberg. Il prend ses fonctions le 1er novembre.

30 septembre – Air France et la compagnie néerlandaise KLM annoncent leur rapprochement. Le nouveau groupe sera détenu à 81 % par l'État et les actionnaires français et à 19 % par les actionnaires de KLM. Il se place au premier rang mondial en termes de chiffre d'affaires et à la troisième place en termes de trafic aérien.

4 octobre – La conférence intergouvernementale (CIG) sur le projet de Constitution européenne s'ouvre à Rome. Cette CIG a été précédée d'une Convention instituée par le Conseil européen de Laeken en 2001 qui a élaboré un projet de traité constitutionnel présenté en juin 2003 au Conseil européen de Thessalonique. Les principales dispositions concernent le remplacement de la présidence tournante de l'Union européenne par un président élu par le Conseil européen, la création d'un poste de ministre des Affaires étrangères européen, la limitation du nombre de commissaires dotés du droit de vote composant la Commission européenne à treize, l'augmentation du nombre de domaines où le vote à la majorité qualifiée remplace le vote à l'unanimité et où le Parlement européen a un pouvoir de codécision.

16-17 octobre – Au cours d'un Conseil européen à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement des Quinze étudient les moyens de relancer la croissance européenne notamment par la réalisation de grands travaux d'infrastructure. Ce sommet ne marque, par contre, aucune avancée dans les négociations sur la Constitution européenne.

3 novembre – Le numéro deux européen de l'électronique grand public, Thomson, et le groupe chinois TCL annoncent la constitution d'une coentreprise détenue à 67 % par la société chinoise et à 33 % par le groupe français. Cette opération permet au groupe français de se désengager d'une production – téléviseurs et lecteurs DVD – qui constituait l'une de ses

principales sources de pertes. Le 4 novembre, l'État français cède la quasi-totalité de sa participation au capital du groupe, soit 950 millions d'euros.

6 novembre – La Banque d'Angleterre relève ses taux directeurs. C'est la première hausse des taux décidée par une Banque centrale d'un pays industrialisé depuis plus de 3 ans.

11 novembre – La Commission européenne adopte une liste de grands travaux à engager d'ici à 2007. Ces projets, privilégiant des liens transfrontaliers, avec une prime pour le rail et le transport fluvial concernent 16 grands axes, et leur coût est estimé à plus de 45 milliards d'euros.

12-15 novembre – Le 2e Forum social européen (FSE) se tient à Saint-Denis et réunit 50 000 altermondialistes, sur les thèmes de l'Europe sociale et de la future Constitution européenne.

24 novembre – La France et l'Allemagne obtiennent des ministres des Finances de la zone euro la suspension des procédures pour déficits budgétaires excessifs engagées contre elles, alors que ces deux pays affichent, en 2004, pour la troisième année consécutive, des déficits supérieurs à la limite des 3 % du PIB. Cette décision affaiblit le pacte de stabilité et de croissance, adopté en 1997.

2 décembre – Le gouvernement français refuse le compromis proposé par la justice fédérale américaine dans l'affaire Executive Life. Celle-ci porte sur le rachat illégal au début des années quatre-vingt-dix de la compagnie d'assurances californienne Executive Life par le Crédit Lyonnais, alors banque publique. Le 15 décembre, les deux parties trouvent finalement une solution prévoyant une amende de 770 millions de dollars. La part de l'État français s'élève à 475 millions de dollars, celle du groupe Pinault, également impliqué, à 185 millions, tandis que le Crédit Lyonnais doit verser 100 millions de dollars à la Réserve fédérale américaine (Fed) pour infraction à la réglementation bancaire.

12-13 décembre – Le sommet européen de Bruxelles s'achève sur un échec. Aucun accord n'a été trouvé sur le projet de Constitution, ni sur une répartition des votes à même de permettre à une Europe élargie à 25 de fonctionner. Le dossier doit être repris par la présidence irlandaise dès janvier 2004, mais une conciliation semble difficilement envisageable avant l'adhésion des 10 nouveaux membres, le 1er mai 2004. L'Espagne et la Pologne, qui voulaient s'en tenir au traité de Nice quant au système de pondération des voix au Conseil des ministres, sont accusées par les pays fondateurs d'avoir fait échouer le projet de la Convention. En représailles, le 15 décembre, les six plus grands contributeurs au budget européen annoncent que celui-ci ne devra pas dépasser son niveau actuel, soit 1 % du PIB de l'UE. Par ailleurs, le Président français préconise la constitution de « Groupes pionniers » parmi les États européens déterminés à avancer plus rapidement dans certains secteurs.

19 décembre – La Bank of America déclare faux un document à son en-tête attestant de la présence de liquidités et titres pour 3,95 milliards d'euros sur le compte de Bonlat, filiale du groupe laitier italien Parmalat. Cette révélation marque le début d'une crise politique en Italie, dans la mesure où de nombreux épargnants sont concernés, même si les bourses européennes sont peu affectées. Le fondateur et ancien patron ainsi que plusieurs autres responsables du groupe Parmalat sont arrêtés et accusés de fabrication de faux et de montage d'opérations

fictives. Deux cabinets d'audit, Grant Thornton et Deloitte & Touche, sont soupçonnés d'avoir coopéré à la fraude. L'entreprise, placée en redressement judiciaire, présente des pertes estimées entre 7 et 13 milliards d'euros.

13 janvier 2004 – La Commission européenne décide d'attaquer le Conseil des ministres devant la cour de justice de Luxembourg pour avoir suspendu, fin novembre, la procédure pour déficits excessifs lancée contre l'Allemagne et la France.

15 janvier – Pour la première fois depuis dix ans, l'économie allemande est en récession selon les chiffres de l'Office fédéral des statistiques. Le PIB s'est contracté de 0,1 % en 2003, notamment sous l'effet d'un recul des exportations vers les États-Unis.

18 février – L'euro atteint son plus haut niveau historique dépassant son précédent record de janvier (1,2929 dollar). La chute du dollar s'expliquerait par l'ampleur des déficits américains.

Mars – En Grèce, les conservateurs remportent les élections législatives du 7 mars et infligent une lourde défaite aux socialistes au pouvoir depuis onze ans. En Espagne, trois jours après une série d'attentats ayant causé la mort de 190 personnes à Madrid, les élections législatives du 15 mars donnent la victoire aux socialistes, menés par José Luis Rodríguez Zapatero. Le même jour, Vladimir Poutine est réélu Président de la Fédération de Russie avec 71 % des voix. Trois mois auparavant, le 7 décembre, le parti pro-présidentiel, Russie unie, avait remporté la majorité constitutionnelle des sièges au parlement.

24 mars – La Commission européenne condamne Microsoft à une amende de 497 millions d'euros pour abus de position dominante. Bruxelles reproche à cette société de pratiquer la vente liée de son logiciel multimédia et lui impose des mesures correctives.

25-26 mars – Dans un contexte marqué par les attentats de Madrid, le Conseil européen de Bruxelles désigne un coordinateur de l'action communautaire dans la lutte contre le terrorisme, le Néerlandais, Gijs de Vries. L'UE s'engage également à adopter le projet de Constitution européenne au plus tard lors du Conseil européen des 17 et 18 juin.

25 avril – Le laboratoire pharmaceutique Sanofi-Synthélabo rachète son concurrent Aventis pour 54,4 milliards d'euros. Le nouveau groupe devient le 3e mondial dans ce secteur.

1er mai – Cette date consacre officiellement l'entrée de 10 nouveaux pays dans l'Union européenne qui comprend désormais 25 membres. À la suite du rejet par les Chypriotes grecs du plan de réunification de l'île proposé par l'ONU, le 24 avril, seule la partie grecque de Chypre participe à l'élargissement.

6 mai – La Banque d'Angleterre relève ses taux pour la troisième fois en quelques mois, pour tenter de freiner l'endettement des ménages alors que l'économie britannique connaît une forte croissance. À cette date, ni la Réserve fédérale américaine, ni la Banque centrale européenne (BCE) n'ont encore procédé à une augmentation de leurs taux respectifs.

26 mai – Après 9 mois de négociations, la France et la Commission européenne trouvent un accord pour le sauvetage d'Alstom. Il prévoit notamment le renforcement des fonds propres portés de 1,8 à 2,5 milliards d'euros par la conversion en capital de titres détenus par l'État

français et par une nouvelle augmentation de capital. L'État prendra une participation de 18,5 % à 31,5 % dans le capital d'Alstom et devra l'avoir cédée dans les quatre ans à venir.

17-18 juin – Lors du Conseil européen de Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement adoptent une Constitution pour l'Europe. L'accord prévoit notamment que le nombre de membres de la Commission (25 en 2004) sera ramené aux deux tiers du nombre des États à partir de 2014, et que des décisions pourront être prises à la double majorité (55 % des États représentant 65 % de la population). Mais cette Constitution n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par les vingt-cinq pays membres. Le 29 juin, au cours d'un sommet extraordinaire, les chefs d'État et de gouvernement nomment le Premier ministre portugais, José Manuel Durao Barroso, à la tête de la Commission, en remplacement de Romano Prodi.

ÉTATS-UNIS

3 septembre 2003 – Deux ans après le scandale Enron, le procureur général de l'État de New York, appuyé par les autorités boursières, lance une offensive contre les mutual funds, l'équivalent des organismes français de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Des dizaines d'enquêtes sont engagées contre ces fonds (parmi lesquels des maisons aussi prestigieuses que Bank of America, Deutsche Bank ou Morgan Stanley), qui gèrent une épargne de 7 000 milliards de dollars, et sont soupçonnés d'avoir dupé les épargnants en se livrant à des pratiques prohibées (achats de titres après la clôture, transactions de très court terme, etc.).

7 septembre – Le président Bush demande au Congrès un budget supplémentaire de 87 milliards de dollars dont 66 milliards pour des dépenses militaires et 20,3 milliards pour la reconstruction de l'Irak. Le collectif budgétaire qui comporte également 1,2 milliard de dollars pour l'Afghanistan est adopté le 3 novembre par le Congrès. Ce vote intervient alors que les attentats anti-américains se poursuivent en Irak.

30 octobre – Selon les données publiées par le département du Commerce pour le troisième trimestre, le PIB américain s'est accru de 7,2 % en rythme annuel. Cette croissance est la plus forte enregistrée par les États-Unis depuis 19 ans.

25 novembre – Le Sénat vote la loi de réforme de l'assurance santé pour les personnes âgées et les handicapés, permettant un remboursement partiel de leurs médicaments. Cette mesure devrait coûter 400 milliards de dollars sur dix ans.

14 janvier – La banque américaine JP Morgan Chase annonce son acquisition pour 60 milliards de dollars de Bank One, sa principale rivale, donnant ainsi naissance au deuxième groupe financier des États-Unis.

2 février – Alors que le déficit prévu pour 2004 est de 521 milliards de dollars, le président Bush indique que celui de 2005 sera réduit d'un tiers grâce à une diminution des dépenses dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, des transports et dans un grand nombre de programmes sociaux. Ce budget envisage cependant une augmentation forte des dépenses de défense et de sécurité (respectivement 7 % et 9,7 %).

2 mars – John Kerry, sénateur du Massachusetts, est désigné comme l’adversaire démocrate de George W. Bush pour l’élection présidentielle de novembre. Il a remporté la majorité des voix dans 9 des 10 États américains où ont eu lieu des primaires.

JAPON

10 octobre 2003 – Le Premier ministre Junichiro Koizumi dissout la Chambre des représentants afin d’organiser des élections législatives anticipées. Réélu pour trois ans à la présidence du Parti libéral démocrate (PLD), M. Koizumi conserve ses fonctions de Premier ministre.

28 octobre – Le groupe électronique japonais Sony annonce la suppression de 20 000 emplois en trois ans, soit environ 13 % de ses effectifs mondiaux, dont 7 000 au Japon. Sony cherche à concentrer sa production sur les écrans plats à cristaux liquides LCD en s’alliant avec le coréen Samsung.

9 novembre – Les élections législatives sont remportées par la coalition sortante du Premier ministre Junichiro Koizumi, constituée du Parti libéral démocrate (PLD), du Nouveau Parti conservateur et du parti bouddhiste Komeito, qui obtient 278 sièges sur un total de 480. L’opposition, conduite par le Parti démocrate du Japon (PDJ) ne dispose que de 177 sièges.

12 décembre – Le groupe japonais Sony fusionne sa filiale Sony Music avec BMG, le pôle musique du groupe allemand Bertelsmann, afin de se rapprocher du numéro un du secteur, Universal Music.

12 décembre – Le Japon renforce ses liens avec les dix pays de l’ASEAN en s’engageant à créer une Communauté de l’Asie de l’Est. Cette initiative est l’occasion pour Tokyo de renforcer son rôle politique et économique dans la région. Le Japon est le deuxième partenaire commercial et investisseur de l’ASEAN, derrière les États-Unis.

29 décembre – Tokyo s’engage à annuler une partie de la dette irakienne estimée à 7 milliards de dollars, après avoir promis une aide financière de 5 milliards pour la période 2004-2007 lors de la conférence des donateurs pour la reconstruction de l’Irak d’octobre 2003.

18 février 2004 – Le Japon enregistre sa plus forte croissance depuis 1990 au 4e trimestre de 2003, avec une progression du PIB de 1,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette reprise est permise par la progression des exportations vers les États-Unis et la Chine, et ce, malgré l’envolée du yen.

22 juin – Lors du 13e sommet entre l’Union européenne et le Japon, les deux partenaires ont adopté un « accord de coopération visant à promouvoir les investissements dans les deux sens ». Il prévoit notamment l’instauration de « nouvelles règles » et la création d’un environnement transparent, prévisible et compétitif à l’international.

Chronologie de l'économie mondiale

Julie Lochard*



p. 114-122

GOUVERNANCE INTERNATIONALE

7-12 juillet 2002 – La 14^e conférence sur le sida se réunit à Barcelone. Elle souligne l'aggravation du fossé Nord-Sud. Le fonds des Nations unies de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme n'a reçu en 2001 que 27 % des 10 milliards de dollars prévus.

26 août-4 septembre – Dix ans après Rio, le sommet mondial des Nations unies sur le développement durable réunit à Johannesburg (Afrique du Sud) 189 pays et se conclut par l'adoption d'un plan d'action portant, entre autres, sur l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité. Les chefs d'État et de gouvernement réaffirment leur intention de réaliser l'objectif énoncé dans la déclaration du Millénaire (septembre 2000) visant à réduire de moitié d'ici à 2015 la population privée d'eau potable. Par ailleurs, les pays en développement dénoncent vigoureusement les subventions agricoles américaines et européennes. En marge de la conférence, la Chine, le Canada et la Russie s'engagent à ratifier le protocole de Kyoto.

28-29 septembre – Lors de la réunion annuelle du G7, du FMI et de la Banque mondiale, les ministres du G7 réaffirment la nécessité de réformes structurelles face à une conjoncture morose et à l'aggravation des crises financières qui touchent notamment l'Amérique latine.

21-22 novembre – À l'occasion du sommet de l'OTAN à Prague, sept pays (Bulgarie, Slovaquie, Roumanie, Lettonie, Lituanie et Estonie) sont invités à intégrer l'Alliance. Il s'agit du deuxième élargissement de l'OTAN à des pays postcommunistes.

23-28 janvier 2003 – Le 33^e forum économique mondial réunit à Davos (Suisse) 2 000 responsables économiques et politiques sur fond de ralentissement mondial et de crise irakienne. Aux mêmes dates, se déroule le forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) qui s'achève par une manifestation contre la guerre en Irak et contre la création de la zone de libre-échange des Amériques. Le nouveau président brésilien, Lula da Silva, assiste aux deux sommets.

26 février – Le gouvernement mexicain lance un emprunt obligataire de 1 milliard de dollars incluant des clauses d'action collective. Ces clauses répondent au problème de coordination entre débiteur et créanciers en cas de défaut souverain.

* Julie Lochard est allocataire de recherche à l'université Paris-I.

1er-3 juin – Le G8, réuni à Évian, invite onze pays émergents ou en développement pour une première journée consacrée à la croissance et à la coopération internationale. Les Huit s’engagent à renforcer le fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et la France annonce un triplement de sa contribution. Le président brésilien Lula da Silva demande une plus grande ouverture des marchés du Nord aux produits agricoles du Sud et propose la création d’un fonds mondial contre la faim financé par des taxes sur les ventes d’armes. Le G8 décide par ailleurs la création d’un groupe d’action contre le terrorisme.

COMMERCE INTERNATIONAL

26-27 juillet 2002 – Le deuxième sommet des chefs d’État d’Amérique du sud se tient à Guayaquil en Équateur. Les dix Présidents adoptent « le consensus de Guayaquil » qui pose comme préalable à la création de la zone de libre-échange des Amériques le renforcement de leur coopération régionale, notamment à travers le Mercosur et la Communauté andine.

30 août – L’OMC condamne les États-Unis pour leurs aides aux exportations (traitement fiscal des sociétés de vente à l’étranger), ce qui vaut autorisation pour l’Union européenne, qui avait porté plainte en 1998, de taxer ses importations en provenance des États-Unis à hauteur de quatre milliards de dollars. Cette sanction est la plus lourde jamais infligée par l’OMC.

3-5 novembre – Lors du 8e sommet de l’ASEAN, les dix pays membres signent avec la Chine un accord cadre de libre-échange dont la mise en œuvre interviendra entre 2010 et 2015 : ce sera alors le plus grand marché mondial. Par ailleurs, des accords de principe sont conclus avec le Japon et l’Inde visant la création d’une zone de libre-échange avec le premier et d’une zone régionale de commerce et d’investissement avec la seconde.

14-15 novembre – Une réunion restreinte de l’OMC à Sydney, rassemblant vingt-cinq pays dont dix-huit en développement, définit les conditions d’application du compromis signé à Doha (novembre 2001) sur l’accès des pays pauvres aux médicaments essentiels. Cet accord devrait permettre à certains pays de fabriquer des médicaments actuellement protégés par un brevet et de les exporter vers ceux qui en ont besoin. Il est rejeté le *20 décembre* par les États-Unis qui entendent protéger leur industrie pharmaceutique.

5-6 décembre – Les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) signent un accord-cadre avec la Communauté andine prévoyant la mise en place d’une zone de libre-échange pour le 30 novembre 2003. Ce sommet permet également quelques avancées en matière politique et institutionnelle, mais les difficultés économiques que connaissent les États membres les contraignent à différer une fois encore les décisions visant à renforcer l’union douanière.

22 décembre – Le Conseil de Coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) décide d’avancer au *1er janvier 2003* la mise en place de son union douanière. Un taux de 5 % sera appliqué à l’ensemble des importations (hors produits de première nécessité). Une union monétaire, dont les règles seront fixées d’ici à 2005, devrait être également réalisée avant 2010.

1er janvier 2003 – La dernière phase de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna) entre en vigueur. Elle prévoit que la quasi-totalité des produits agricoles en provenance du Canada et des États-Unis entre au Mexique sans taxes.

27 mars – Un panel de l'OMC donne raison à l'Union européenne et aux sept autres plaignants demandant la condamnation des mesures de sauvegarde appliquées aux importations d'acier par les États-Unis. En cas de confirmation de cette décision, Washington serait contraint d'annuler ces surtaxes allant de 8 % à 30 % selon les produits et imposées en mars 2002 pour trois ans.

1er avril – L'accord de Cotonou, signé en 2000 par l'UE et les 76 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) entre en vigueur. Succédant aux conventions de Lomé, il est conclu pour une durée de vingt ans et est doté d'un budget de 13,5 milliards d'euros pour les cinq premières années. Son objectif est d'instaurer à partir de 2008 des zones de libre-échange conformes aux principes de l'OMC entre l'UE et les pays ACP, et entre les pays ACP. Il vise aussi à lutter contre la pauvreté en tenant compte des dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales.

21-23 juin – Lors de la réunion du forum économique mondial qui se tient en Jordanie, les États-Unis proposent d'établir une zone de libre-échange avec le Proche-Orient d'ici à 2013, et prévoient pour cela de mobiliser 1 milliard de dollars d'aide par an. Jusqu'à présent, seuls la Jordanie et Israël étaient liés aux États-Unis par des accords de libre-échange. Les États-Unis négocient également un accord de libre-échange avec le Maroc.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Août 2002 – La crise s'étend de l'Argentine à l'Uruguay. L'activité économique est paralysée, les comptes bancaires sont gelés et la monnaie perd plus de 46 % de sa valeur par rapport au début de 2002. Le 5 août, le FMI accorde un prêt d'urgence de 1,5 milliard de dollars.

5 août – Le FMI annonce le déboursement de 1,1 milliard de dollars destiné à la Turquie.

6 septembre – Le FMI accorde un prêt exceptionnel de 30 milliards de dollars au Brésil. C'est l'une des aides les plus importantes attribuées à un pays en crise.

27 octobre – L'élection présidentielle au Brésil est remportée par Luiz Inacio Lula da Silva, le candidat du Parti des travailleurs, qui entre en fonction le 1er janvier 2003. Il déclare son intention de lutter contre la pauvreté. Le nouveau président, élu avec plus de 60 % des suffrages, ne dispose de la majorité absolue ni au Sénat ni à la Chambre de députés.

3 novembre – Les élections législatives turques sont remportées par le parti islamiste modéré (AKP-Parti de la justice et du développement) qui obtient la majorité absolue avec 363 sièges sur 550, et plus de 34 % des suffrages. Abdullah Gül est nommé Premier ministre et son gouvernement entre en fonction le 19 novembre.

Décembre-janvier – Une grève générale est lancée au Venezuela le 2 décembre par l'opposition au chef de l'État Hugo Chavez pour obtenir sa démission. La grève touche particulièrement le secteur pétrolier (30 % du PIB, 80 % des exportations, la moitié du budget de l'État). Le 22 janvier, Hugo Chavez décide de suspendre durant cinq jours ouvrables les transactions de devises dans le pays. Depuis le début de la grève, le bolivar a perdu plus de 30 % de sa valeur face au dollar. Le 2 février, la grève est partiellement levée sauf dans l'industrie pétrolière.

2 décembre – Le gouvernement argentin annonce la levée des restrictions bancaires (*corralito*). Ces restrictions avaient déjà été assouplies en octobre, ce qui a permis de contenir la « ruée vers les banques ».

12 décembre – L'OPEP annonce à la fois une réduction de sa production et un relèvement de ses quotas afin de renforcer sa crédibilité sur les marchés internationaux. En effet, la production du cartel était supérieure au plafond de 21,7 millions de barils/jour qu'il s'était fixé. L'OPEP décide alors de porter ce dernier à 23 millions, et de s'en tenir à ce chiffre. Le prix du baril s'élève, atteignant 26,7 dollars. Le plafond sera à nouveau relevé de 1,5 million de barils/jour à partir du 1er février 2003 pour pallier l'arrêt des exportations vénézuéliennes et rassurer les marchés, inquiets des conséquences d'une éventuelle guerre en Irak. Le 27 février, le baril frôle les 40 dollars, son niveau le plus haut depuis octobre 1990.

16 janvier 2003 – Le FMI et Buenos Aires parviennent à un accord de principe sur le rééchelonnement de la dette argentine, dont la condition est le paiement d'une échéance de 998 millions de dollars au FMI. Ce remboursement oblige le pays à tirer sur ses réserves de change (10,6 milliards de dollars à cette date). L'Argentine est en défaut de paiement vis-à-vis de ses créanciers privés depuis décembre 2001, de la Banque mondiale depuis décembre 2002 et de la Banque interaméricaine de développement (BID) depuis le 15 janvier 2003. Les sommes dues à la Banque mondiale et à la BID font partie du rééchelonnement.

3-4 février – La crise ivoirienne est au menu du premier sommet extraordinaire de l'Union africaine à Addis-Abeba, les chefs d'État apportant leur soutien aux accords de paix de Marcoussis qui prévoient la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale. La situation économique du pays et de la région se dégrade : la production agricole est très sérieusement compromise, les activités industrielles sont touchées par le blocage des exportations vers les pays enclavés (Mali, Burkina Faso, Niger) et par la très forte chute de la consommation dans les régions du Nord, le secteur tertiaire est désorganisé. Le 3 mai, un accord de cessez-le-feu est signé, mettant fin à sept mois de guerre civile, mais le processus de paix reste fragile.

20 mars – Déclenchement de l'offensive militaire des forces américano-britanniques en Irak.

Mars-avril – L'épidémie du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) provoque une crise sanitaire en Asie du Sud-Est et plus particulièrement en Chine où les autorités en ont longtemps caché l'étendue. Elle pourrait avoir des répercussions importantes sur le tourisme, la consommation et le commerce extérieur de ces pays. Le 24 juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lève l'alerte sur le SRAS.

22 avril – Les deux groupes pétroliers russes Ioukos et Sibneft annoncent leur fusion, formant ainsi le premier groupe pétrolier russe et le quatrième mondial, avec une production de 2,3 millions de barils/jour.

14 mai – L'ex-président péroniste, Carlos Menem, annonce son retrait de l'élection présidentielle argentine. L'autre candidat en lice pour le second tour, Nestor Kirchner, devient donc automatiquement président.

22 mai – Après l'annonce de la fin des opérations militaires en Irak par le président américain le *1er mai*, l'ONU adopte une résolution levant les sanctions économiques imposées à l'Irak depuis 1990, et donnant aux forces américano-britanniques le contrôle de l'économie et de l'avenir politique du pays. Ce texte met fin à la gestion par l'ONU de l'argent du pétrole irakien qui sera désormais déposé dans un « Fonds de développement » placé sous l'égide de la banque centrale irakienne, et prévoit, en outre, la suppression du programme « Pétrole contre nourriture » dans les six mois.

11 juin – Réunis à Doha (Qatar), les ministres du Pétrole des dix pays de l'OPEP décident de ne pas modifier leurs quotas de production malgré la reprise attendue de la production irakienne. L'Irak reprend officiellement ses exportations de pétrole le *22 juin*. Il fournit 750 000 barils/jour, contre 2,1 millions avant la guerre.

23 juin – Au cours de la première visite à Pékin en dix ans d'un chef de gouvernement indien, l'Inde et la Chine signent plusieurs accords de coopération, portant notamment sur l'assouplissement de la délivrance de visas. Pékin s'engage également à allouer 500 millions de dollars à l'Inde pour l'amélioration de ses infrastructures.

EUROPE

Août 2002 – Dans l'est de l'Europe, les inondations causées par des pluies torrentielles provoquent plusieurs centaines de morts et d'importants dégâts matériels. L'Union européenne décide, le *18 août*, de mettre à la disposition des pays sinistrés la totalité des fonds d'aide aux régions en difficulté.

15 septembre – En Suède, la gauche conserve la majorité en arrivant largement en tête des élections législatives avec 53 % des voix contre 43,8 % à l'opposition de droite. Le *22 septembre*, le SPD, parti du chancelier Gerhard Schröder, remporte de quelques voix les élections législatives allemandes face à la CDU emmenée par Edmund Stoiber.

19 octobre – Après l'avoir rejeté en juin 2001, l'Irlande ratifie le traité de Nice relatif à la réforme des institutions européennes rendue nécessaire par l'élargissement.

23 octobre – Le groupe Lagardère rachète la partie européenne du pôle édition de Vivendi Universal pour 1,25 milliard d'euros et devient le premier groupe d'édition en France et le troisième en Europe.

24-25 octobre – Le Conseil européen se réunit à Bruxelles pour préparer le sommet de Copenhague avec notamment pour ordre du jour le cadre financier de l'élargissement. Les

pays membres s'accordent sur l'octroi de paiements directs progressifs aux agriculteurs des pays candidats (25 % du montant versé à leurs homologues ouest-européens la première année puis 5 % et 10 % de plus par an jusqu'au rattrapage intégral en 2013). L'enveloppe attribuée aux Fonds structurels a par ailleurs été limitée à 23 milliards d'euros. Enfin, une compensation budgétaire sera accordée aux pays qui, à la suite de l'adhésion, deviendraient momentanément contributeurs nets au budget communautaire.

12-13 décembre – Le Sommet de Copenhague consacre l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays (huit pays d'Europe centrale et orientale : Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lituanie et Lettonie, et Chypre et Malte). Ces dix pays entreront dans l'Union le 1er mai 2004, la Roumanie et la Bulgarie devront attendre jusqu'en 2007. Après d'âpres discussions, la Pologne obtient 108 millions d'euros supplémentaires pour sécuriser la frontière extérieure de l'Union (ainsi qu'une avance de trésorerie de 1 milliard d'euros). Les neuf autres pays reçoivent une rallonge de 300 millions d'euros, ce qui porte le total du financement de l'élargissement à 40,8 milliards d'euros pour la période 2004-2006, soit un coût net de 28 milliards d'euros déduction faite des contributions prévues des nouveaux États membres (soit 0,1 % du PIB des Quinze par an en moyenne). À partir de 2003, les Européens devront déterminer leur budget pour 2007-2013 et définir l'avenir de leurs politiques communes, notamment la politique agricole et les fonds structurels. Aucune date d'ouverture des négociations avec la Turquie n'est fixée, mais une première évaluation de sa candidature est prévue pour décembre 2004.

13 décembre – L'euro dépasse le seuil de 1,02 dollar, son plus haut niveau depuis janvier 2000.

21 janvier 2003 – Les ministres des Finances européens adoptent une procédure contre l'Allemagne pour déficit budgétaire excessif (3,7 % du PIB en 2002). Cette décision fait suite à l'avertissement lancé en novembre par la Commission à Berlin, et oblige l'Allemagne à prendre avant le 21 mai les mesures qui lui permettront de ramener son déficit sous la barre des 3 % fixée par le Pacte de stabilité. La France se voit adresser un « avertissement préventif » pour dérapage de ses finances publiques (2,8 % du PIB en 2002) et non-respect de ses engagements. Le 6 mars, la Commission engage une procédure pour « déficit excessif » contre la France. Cette dernière est sommée de l'abaisser sous le seuil de 3 % en 2004.

22 janvier – La France et l'Allemagne célèbrent le 40e anniversaire du traité de l'Élysée consacrant la réconciliation des deux pays. Les deux gouvernements annoncent la création d'un secrétariat général à la coopération franco-allemande.

1er février – Le traité de Nice, signé en 2001, entre en vigueur. Il fixe les principes et modalités de l'évolution du système institutionnel de l'Union européenne. Cependant, les modifications dans la composition de la Commission et dans la pondération des voix ne seront applicables qu'à partir du 1er novembre 2004 tandis que la nouvelle composition du Parlement européen ne s'appliquera qu'à partir des élections de juin 2004.

6 mars – Après avoir ramené son taux d'intérêt directeur de 3,25 % à 2,75 % le 5 décembre, la Banque centrale européenne (BCE) le réduit à nouveau de 25 points de base (2,50 %). Cette baisse est la septième décidée par la BCE depuis le lancement de l'euro en janvier

1999. Elle est jugée insuffisante par les marchés financiers, compte tenu de la faible croissance prévue pour 2003 dans la zone euro (1 %) et d'un contexte international très incertain.

16 avril – Les vingt-cinq dirigeants européens signent le traité d'adhésion des dix nouveaux pays membres à Athènes. Le 9 avril, le Parlement européen avait donné son feu vert à l'élargissement.

15 mai – Au premier trimestre 2003, la croissance moyenne des douze pays membres de la zone euro a été nulle. L'Allemagne et les Pays-Bas sont entrés en récession, l'Italie a vu, elle aussi, son PIB reculer, et l'économie française stagne. Le chômage est presque partout en hausse et les déficits publics dépassent le seuil autorisé des 3 % dans plusieurs pays. La monnaie euro-péenne continue à s'apprécier et, le **19 mai**, à 1,17 dollar pour un euro, elle rejoint son cours de lancement de janvier 1999.

5 juin – La BCE réduit son taux directeur de 50 points de base à 2 %. Ce taux est le plus bas depuis le lancement de l'Union monétaire en janvier 1999.

7-8 juin – La Pologne vote massivement en faveur de l'entrée dans l'Union européenne. Un référendum similaire est organisé chez les autres candidats.

13 juin – La Convention pour l'avenir de l'Europe adopte son projet de Constitution européenne. Ce projet assure l'extension du vote à la majorité qualifiée dans de nombreux domaines et prévoit la création d'un poste de ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne qui conduira la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sera nommé par le Conseil euro-péen. En remplacement de la présidence tournante semestrielle, le Conseil européen élira à la majorité qualifiée un président pour deux ans et demi. Enfin, à partir de 2009, la Commission européenne sera composée de quinze commissaires disposant d'un droit de vote, auxquels s'adjoindra un commissaire sans droit de vote pour chacun des pays n'ayant pas de représentant. Cette Constitution devra être adoptée par la Conférence intergouvernementale qui doit s'ouvrir en octobre.

20-21 juin – Le projet de Constitution européenne est présenté aux dirigeants européens lors du sommet de Thessalonique (Grèce). Celui-ci s'achève par une réunion avec les cinq pays des Balkans (Albanie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie-Monténégro) qui fixe les étapes de leur adhésion à l'Union européenne. Les dirigeants de l'Union décident de mobiliser à leur intention plus de 200 millions d'euros supplémentaires entre 2004 et 2006, qui s'ajouteront à l'enveloppe de 4,6 milliards d'euros déjà prévue pour la période 2000-2006.

26 juin – Les ministres de l'Agriculture des Quinze parviennent à un accord sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) visant, dès 2005, à supprimer le lien entre les aides directes versées aux agriculteurs et la production, et à réorienter une partie de ces aides vers le développement rural. Cette réforme doit permettre de passer d'un modèle d'agriculture productiviste à une approche plus qualitative.

ÉTATS-UNIS

21 juillet 2002 – Faillite de World Com, la deuxième compagnie de télécommunication américaine. Le montant de sa dette s'élèverait à 41 milliards de dollars. Cette faillite ébranle les marchés financiers déjà fragilisés par le scandale Enron. Le 5 novembre, le groupe révèle que les manipulations comptables se chiffraient à plus de 9 milliards de dollars.

30 juillet – Le Président Bush promulgue la loi Sarbanes-Oxley sur « la responsabilité des comptes des entreprises ». Ce texte, entré en vigueur le 29 août, prévoit la création d'un organisme indépendant de contrôle des commissaires aux comptes et impose à toutes les entreprises cotées aux États-Unis de présenter à la SEC (*Security Ex-change Commission*) des comptes certifiés personnellement par leurs dirigeants.

1er novembre – Microsoft sort vainqueur de cinq ans de procédure antitrust : le tribunal fédéral de Washington entérine l'accord à l'amiable conclu avec le gouvernement américain en novembre 2001. Microsoft échappe ainsi au démantèlement et devra seulement modérer ses pratiques commerciales.

6 novembre – La Réserve fédérale américaine (Fed) décide d'abaisser de 50 points de base son taux directeur, à 1,25 %. Cette décision va au-delà des anticipations des marchés, inquiets de l'état de faiblesse de l'économie et de l'érosion des marges de manœuvre de la Fed.

9 décembre – United Airlines, la deuxième compagnie aérienne mondiale, dépose son bilan. Ses pertes pourraient atteindre 2,5 milliards de dollars à la fin de l'année, après un niveau équivalent en 2001. Une autre compagnie aérienne, US Airways, qui s'était placée elle aussi sous la protection de la loi sur les faillites en août 2002 parvient à s'en soustraire le 31 mars 2003 en s'assurant un prêt de 1 milliard de dollars adossé à une garantie fédérale de 900 millions de dollars. Son principal actionnaire, un fonds de retraite américain, devrait également lui apporter 240 millions de dollars. Enfin, American Airlines, la première compagnie aérienne mondiale, parvient à éviter la faillite en obtenant le 16 avril le soutien des salariés au plan de réduction des coûts proposé par la direction. Les pertes nettes d'American Airlines s'élevaient à 3,5 milliards de dollars en 2002.

7 janvier 2003 – George Bush présente un plan de relance de l'économie de 674 milliards de dollars étalés sur dix ans. Plus de la moitié de cette somme sera consacrée à la suppression de l'impôt sur les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires. Ce plan prévoit également des mesures sociales (allongement de la durée de versement de l'allocation chômage et création de chèques pour l'emploi permettant aux chômeurs de longue durée de financer une formation, des frais de transport ou encore la garde des enfants).

12 avril – La Chambre des représentants et le Sénat américain votent une rallonge budgétaire de près de 80 milliards de dollars pour financer la guerre en Irak.

14 mai – Les craintes de déflation aux États-Unis font chuter les taux d'intérêt à long terme. Le rendement de l'obligation du Trésor américain à dix ans est au plus bas depuis quarante-cinq ans (3,5 %).

26 juin – La Fed abaisse ses taux d'intérêt d'un quart de point. Le principal taux directeur atteint 1 %, son plus bas niveau depuis 1958.

JAPON

30 octobre 2002 – Le Premier ministre Koizumi annonce un troisième plan de stabilisation bancaire. Par ailleurs, la Banque du Japon décide d'assouplir sa politique monétaire en augmentant le montant des liquidités mises sur le marché interbancaire. En outre, elle s'engage à faire passer ses achats d'obligations d'État à 1 200 milliards de yens par mois (9,94 milliards d'euros) contre 1 000 milliards précédemment.

20 janvier 2003 – L'institut de recherche privé Teikoku Databank annonce que le nombre total de défaillances d'entreprises s'élève à 19 458 sur l'ensemble de l'année 2002. Ce chiffre est le plus élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (sauf en 1984, année durant laquelle 20 841 cas avaient été recensés).

17 mai – Le gouvernement japonais annonce le sauvetage de la cinquième banque du pays, Resona Holdings, dont le ratio prudentiel d'engagements sur fonds propres est tombé sous la limite autorisée de 4 %. Tokyo devra déboursier quinze milliards d'euros pour sauver la banque. Le **20 mai**, la Banque du Japon annonce un nouvel assouplissement de sa politique monétaire, évoquant notamment les risques d'instabilité des marchés après le renflouement de la banque Resona.

11 juin – La Banque du Japon maintient ses taux inchangés, mais envisage de mettre en place un programme d'achat de titres adossés à des créances afin d'élargir l'accès au financement des petites et moyennes entreprises.

Chronologie de l'économie mondiale

Julie Lochard*



p. 114-122

GOVERNANCE INTERNATIONALE

16-27 juillet 2001 – La sixième Conférence des Nations unies sur les changements climatiques se réunit à Bonn (Allemagne) afin d'établir les règles d'application du protocole de Kyoto qui prévoit, à l'horizon 2008-2012, la réduction de 5,2 % des émissions de gaz à effet de serre (sur la base de celles de 1990) des pays industrialisés. Après une négociation difficile, les représentants de 180 pays signent un accord considéré par beaucoup comme minimum et ambigu dans la mesure où les États-Unis ont refusé de s'y associer et où il ne prévoit pas de sanctions en cas de non-respect des engagements. Pour entrer en vigueur, le protocole devra être ratifié par 55 pays, incluant des pays industrialisés, ayant totalisé au moins 55 % des émissions de CO₂ en 1990.

20-22 juillet – Le Groupe des Huit (G8) se réunit à Gênes (Italie) pour son 27^e sommet. Il s'engage à doter de 1,3 milliard de dollars un Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose et entérine le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » (NEPAD), dont l'initiative revient aux présidents libyen, sénégalais, et sud-africain. Le NEPAD vise à favoriser les investissements étrangers en Afrique (en promouvant notamment l'éducation, la santé et une bonne gouvernance) et à rendre plus aisé l'accès aux marchés des pays développés. Près de 200 000 personnes manifestent dans les rues de Gênes pour protester contre la mondialisation libérale et les violents affrontements qui les opposent aux forces de police italiennes font un mort et plusieurs centaines de blessés parmi les manifestants. Les huit chefs d'État reconnaissent dans leur communiqué final la nécessité d'un « large partenariat avec la société civile ».

11 septembre – Les attaques terroristes aux États-Unis ont des répercussions immédiates sur l'économie des pays de l'OCDE. La confiance des ménages et des entreprises, déjà affaiblie depuis plusieurs mois, s'effondre. Le PIB réel américain chute au troisième trimestre, mais la consommation des ménages permettra une reprise plus rapide que prévu. Certains secteurs sont néanmoins fortement touchés, (transports aériens, assurance et tourisme). Les marchés financiers résistent bien. Dès l'annonce de la catastrophe, la Banque centrale américaine (Fed) indique qu'elle est prête à injecter un montant illimité de liquidité pour éviter un effondrement du système financier. Les banques centrales des principaux pays de l'OCDE procèdent également à de fortes baisses des taux d'intérêt.

* Julie Lochard est allocataire de recherche à l'université Paris-I.

17-18 novembre – Devant initialement se tenir fin septembre à Washington, la réunion annuelle du FMI, de la Banque mondiale et du G20 (le Groupe des Vingt regroupant le G7 et les principaux pays émergents) a finalement lieu à Ottawa (Canada). Le G20 adopte un vaste plan de lutte contre le financement du terrorisme : notamment, gel des avoirs des organisations terroristes, collaboration internationale sous forme d'échanges de renseignements, aide technique. De plus, le mandat du FMI est étendu à la lutte contre le financement du terrorisme.

31 janvier-4 février 2002 – Le 32^e Forum économique mondial se réunit à titre exceptionnel à New York, et non à Davos, site historique de l'organisation, pour marquer sa solidarité avec les victimes des attentats du 11 septembre. Les principaux thèmes débattus sont les inégalités persistantes, la croissance mondiale et le rôle des États, de la société civile et des institutions internationales face à la globalisation. Le deuxième Forum social mondial se réunit aux mêmes dates à Porto Alegre (Brésil). Il rassemble 50 000 participants venus d'environ 80 pays (ONG, syndicalistes, militants associatifs, parlementaires et membres de gouvernements) autour de la remise en cause de la politique économique et militaire américaine et de l'action des institutions internationales. Un autre thème largement abordé est celui de l'annulation de la dette des pays pauvres.

8-9 février – Selon les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G7 réunis à Ottawa (Canada), les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées, malgré la situation japonaise qui reste préoccupante. Américains et Européens s'opposent sur les moyens de relancer l'aide au développement, les États-Unis privilégiant une transformation des prêts de la Banque mondiale en dons, tandis que l'Europe craint que cette mesure ne provoque un assèchement de l'aide. Par ailleurs, le G7 souligne le succès des premières mesures de lutte contre le financement du terrorisme qui a conduit quelque 150 États à geler plus de 100 millions de dollars.

18-22 mars – La Conférence des Nations unies sur le financement du développement réunit à Monterrey (Mexique) une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement. L'Union européenne annonce une augmentation de son aide qui passera de 0,33 % du PIB à 0,39 % en 2006, tandis que les États-Unis se proposent de porter la leur de 0,10 % à 0,13 %. En outre, les pays riches s'engagent à adopter une logique de « partenariat » plutôt que d'assistance. De leur côté, les pays en développement réclament un accès non discriminatoire aux marchés occidentaux, et des efforts supplémentaires pour alléger le poids de leur dette.

26-27 juin – Le G8 se réunit à Kananaskis (Canada) et adopte un « Plan d'action pour l'Afrique » rassemblant différentes initiatives comme le NEPAD. Le seul engagement financier porte, dans le cadre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE), sur une rallonge de 1 milliard de dollars destinée à aider les pays touchés par la baisse du cours des matières premières. La Russie reçoit, elle, près de 20 milliards de dollars sur dix ans pour démanteler son arsenal biologique, chimique et nucléaire.

COMMERCE INTERNATIONAL

20 août 2001 – L'OMC donne raison à l'Union européenne en condamnant une nouvelle fois les États-Unis pour leur système d'aides fiscales à l'exportation. Celui-ci permet aux sociétés

américaines d'exporter via des sociétés défiscalisées, les Foreign Sales Corporations (FSC), et ainsi de réduire leurs charges fiscales d'environ 30 %.

9-14 novembre – Après l'échec de la conférence de Seattle (fin 1999), la 4e conférence ministérielle de l'OMC à Doha (Qatar) lance un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales qui débutera le 1er janvier 2002 et s'étalera sur une période de trois ans au maximum. Afin de répondre aux revendications des pays en développement, les pays riches acceptent de signer une déclaration visant à rendre compatible l'accord sur la propriété intellectuelle (Adpic) avec la santé publique en reconnaissant l'accès de tous aux médicaments. Cet accord permet aux pays pauvres de suspendre un brevet sur un médicament générique en cas d'urgence sanitaire. En ce qui concerne les produits agricoles, l'Union européenne d'une part, les États-Unis et les pays du groupe de Cairns d'autre part, parviennent à un compromis prévoyant de maintenir l'objectif d'une élimination progressive des subventions à l'exportation, mais sans fixer de date butoir.

11 décembre 2001 et 1er janvier 2002 – La Chine et Taiwan deviennent respectivement les 143e et 144e membres de l'OMC. Par cette adhésion, la Chine cherche à ouvrir de nouveaux débouchés à ses exportations, mais aussi à se protéger de pratiques unilatérales et à accélérer ses restructurations économiques.

30 décembre – Lors du 22e sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à Mascate (Oman), les représentants de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Émirats arabes unis, du Qatar, de Bahreïn et d'Oman décident de constituer une union douanière en 2003 et une union monétaire en 2010.

1er janvier 2002 – Les six pays fondateurs de l'Association des nations du Sud-Est asiatique ou ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) entrent dans un système de quasi libre-échange dans lequel les droits de douane sur les produits agricoles et manufacturiers varient entre 0 % et 5 %.

10 janvier – Un accord d'association est signé entre l'Union européenne et le Liban, similaire à celui conclu avec l'Algérie le 19 décembre. Parmi les 12 pays méditerranéens signataires de la Déclaration de Barcelone, seule la Syrie n'a pas encore conclu un tel accord.

5 mars – L'administration Bush instaure des taxes sur les importations d'acier, comprises entre 8 % et 30 %, pour trois ans, pour protéger les grands groupes sidérurgiques américains. Cette mesure suscite de vives protestations de la part des pays exportateurs d'acier, dont l'Union européenne qui porte plainte le 7 mars devant l'OMC. La Commission européenne adopte une série de « mesures de sauvegarde » afin de se protéger contre des importations supplémentaires en provenance de pays privés de débouchés aux États-Unis (tarifs douaniers compris entre 14,9 % et 26 % sur les importations d'acier dépassant le niveau de 2001). Par ailleurs, la Commission menace de prendre des mesures de rétorsion, en fixant des surtaxes sur deux listes de produits américains (denrées alimentaires et articles textiles). Ces listes ont été notifiées à l'OMC le 18 juin, mais la Commission a donné aux États-Unis un sursis jusqu'à fin août pour qu'ils puissent proposer des compensations financières ou des exemptions.

8 mai – Le Sénat américain adopte une loi d'aide à l'agriculture qui prévoit une augmentation des subventions de près de 70 %, portant le montant total des aides fédérales versées aux

agriculteurs à plus de 180 milliards de dollars sur dix ans. Cette loi, votée aussi bien par les républicains que par les démocrates, suscite de vives protestations notamment de la part de l'UE, du Brésil et de l'Australie qui invoquent une distorsion de la concurrence.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

9-11 juillet 2001 – Lors de son 37^e sommet à Lusaka (Zambie), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) annonce son remplacement par l'Union africaine. Voulant s'inspirer du modèle de l'Union euro-péenne, cette nouvelle institution devrait progressivement se doter d'une Commission, d'un Conseil des ministres, d'un Parlement, d'une banque centrale et d'une Cour de justice. Les pays africains adoptent par ailleurs un texte qui deviendra le « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ».

30 juillet – Le sénat argentin adopte un plan d'ajustement économique dit de « déficit zéro », qui prévoit une augmentation des impôts et une réduction de 13 % des salaires et des retraites des fonctionnaires supérieurs à 500 dollars.

14 novembre – Pour faire face à la baisse du cours du pétrole (qui est passé la veille au-dessous de 18 dollars pour un baril), les pays de l'OPEP, réunis à Vienne en Autriche, décident de réduire leur production de 1,5 million de barils par jour à partir du 1^{er} janvier 2002.

5 décembre – Le FMI refuse de déboursier 1 264 millions de dollars promis à l'Argentine dans le cadre d'un programme d'aide d'un montant total de 21,6 milliards de dollars. Selon le FMI, l'Argentine n'a pas respecté l'objectif budgétaire qu'elle s'était fixé en juillet. La Banque mondiale et la BID (Banque interaméricaine de développement) suspendent à leur tour le versement de 1,1 milliard de dollars.

7 décembre – Deux mois après le début de l'offensive militaire américaine en Afghanistan, le régime taliban capitule, et Hamid Karzaï est nommé chef du gouvernement intérimaire. L'économie, dévastée par la guerre et par plusieurs années de sécheresse, repose désormais en grande partie sur le commerce de l'opium et la contrebande qui connaissent une croissance exponentielle depuis la chute du régime taliban.

14 décembre – La Côte-d'Ivoire renoue avec les institutions internationales (Banque mondiale et FMI) après trois ans d'isolement diplomatique et économique. L'aide de la Banque mondiale devrait s'élever à 280 millions de dollars.

Décembre – L'Argentine, qui connaît une récession depuis plus de trois ans, fait face à une grave explosion sociale. Les émeutes conduisent le président Fernando de la Rúa à démissionner le 20 décembre. Il est remplacé par Adolfo Rodríguez Saa qui annonce un moratoire sur la dette publique. Il est à son tour contraint de se retirer et, le 2 janvier 2002, le Congrès désigne le sénateur péroniste Eduardo Duhalde comme président de la République. Ce dernier fait approuver le 6 janvier par le Congrès la « loi d'urgence économique » qui impose une dévaluation de près de 29 % du peso, mettant ainsi fin au système de parité avec le dollar en vigueur depuis avril 1991.

4 février – Le FMI accorde à la Turquie un prêt de 16 milliards de dollars sur trois ans, remplaçant un précédent accord signé en 1999 qui se chiffrait à 19 milliards. La Turquie a connu une grave récession en 2001 et sa dette équivaut aujourd'hui à près de 100 % du PIB.

12 avril – Après trois jours de grève générale, Hugo Chavez, le président vénézuélien élu en décembre 1998, abandonne le pouvoir sous la pression des militaires. Grâce au soutien de nombreux manifestants et d'une partie de l'armée, il est rétabli dans ses fonctions et lance un appel à la réconciliation nationale.

23 avril – La crise argentine entre dans une nouvelle phase avec la démission du ministre de l'Économie, Jorge Remes Lenicov. Celui-ci avait élaboré un projet de loi visant à convertir les dépôts bancaires, gelés depuis décembre 2001, en obligations d'État ; ce texte n'a pas été mis en application.

1er juillet – Hong Kong fête le cinquième anniversaire de sa rétrocession à la Chine. Au niveau politique, les atteintes aux libertés se multiplient, tandis que, sur le plan économique, les effets de la crise asiatique de 1997 perdurent et la concurrence de Shanghai s'accroît.

EUROPE

1er juillet 2001 – Le PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) entre en vigueur en France, alors que le chômage est reparti à la hausse depuis le mois de mai. Ce dispositif, qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle convention d'assurance-chômage signé par le patronat et une partie des syndicats (CFDT, CFTC et CGC), reconsidère les conditions d'indemnisation et introduit un accompagnement personnalisé des chômeurs. Sa mise en œuvre s'accompagne d'une réduction des cotisations employeurs et de la fin de la dégressivité des allocations pour les nouveaux inscrits aux Assedic.

17 septembre – La BCE (Banque centrale européenne) réduit son taux d'intérêt directeur de 4,25 % à 3,75 %. Cette mesure, qui fait suite à une décision similaire prise par la Réserve fédérale américaine, a pour but d'enrayer les effets économiques néfastes engendrés par les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

21 septembre – à Toulouse, l'usine pétrochimique Azote de France (AZF), qui appartient au quatrième groupe pétrolier mondial TotalFinaElf, explose, causant la mort de trente personnes. Cette catastrophe a des conséquences importantes pour le groupe, en termes financiers d'abord, puisqu'il devra assumer une grande part du coût de l'accident (entre 1,5 et 2,3 milliards d'euros), mais aussi en termes d'image de marque, à peine deux ans après le naufrage du pétrolier Erika affrété par Total.

7 octobre – Mise sous tutelle administrative de Railtrack, la société en charge des infrastructures ferroviaires en Grande-Bretagne et privatisée en 1996. Cette faillite marque l'échec de la politique de privatisations privilégiée par le gouvernement conservateur de John Major.

30 octobre – Dans le cadre de la politique européenne de la concurrence, la Commission interdit le rachat du groupe français d'emballage Sidel par le groupe suédois Tetra Laval. C'est

la cinquième fusion bloquée par Bruxelles depuis le début de l'année 2001. Déjà, la Commission s'était opposée à un projet de fusion entre deux groupes américains General Electric et Honeywell en juillet, puis le 10 octobre, elle avait interdit la fusion des deux grands industriels français Schneider et Legrand.

14 décembre – Pour développer son réseau de production et de distribution télévisée aux États-Unis, Vivendi Universal acquiert les actifs de l'entreprise américaine USA Networks pour un montant total de 10,5 milliards de dollars. L'entreprise française cherche ainsi à faire jeu égal avec les géants du secteur comme AOL, Time Warner ou Viacom.

14-15 décembre – Le Conseil européen réuni à Laeken, sous la présidence belge, est marqué par la décision de créer une Convention qui sera chargée de préparer la réforme des institutions européennes et de travailler à la mise en place d'une Constitution de l'Europe. Cette Convention devra présenter ses conclusions devant la conférence intergouvernementale qui se réunira en 2004. Officiellement lancée le 28 février 2002, elle est présidée par l'ancien chef d'État français, Valéry Giscard d'Estaing, et est composée de 105 membres, représentants des gouvernements, des Parlements nationaux et européens et de la Commission. Par ailleurs, les Quinze déclarent, en accord avec la Commission européenne, que 10 des 12 pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne pourraient être prêts à rejoindre l'Union avant 2004.

1er janvier 2002 – Les billets et les pièces en euro sont mis en circulation dans l'Union européenne. Parmi les 15 pays de l'Union européenne, le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni ne participent pas à la zone euro. Le franc français sera retiré de la circulation le 17 février. La France sera alors l'un des premiers pays, avec les Pays-Bas et l'Irlande à éliminer sa monnaie nationale, les autres pays ayant, eux, décidé d'attendre jusqu'au 28 février, date butoir du retrait des monnaies nationales au sein de l'Union européenne.

15-16 mars – Au Conseil européen de Barcelone (Espagne), les quinze chefs d'État et de gouvernement s'accordent pour libéraliser en 2004 la fourniture d'électricité et de gaz aux clients professionnels. Le Conseil européen demande également aux États membres d'accélérer la réforme de leurs régimes de retraite pour garantir leur viabilité financière. Enfin, les Quinze réitèrent leur engagement à respecter le Pacte de stabilité et de croissance en parvenant à l'équilibre budgétaire d'ici à 2004.

8 avril – Le 2e groupe de médias allemand dépose le bilan de sa principale filiale Kirch Media. Cette faillite fait suite à une longue série de liquidations judiciaires touchant les plus grandes entreprises euro-péennes et américaines : le groupe américain de télécommunications Global Crossing le 28 janvier 2002, le principal groupe de distribution d'énergie aux États-Unis, Enron, le 2 décembre 2001, la compagnie aérienne belge Sabena le 7 novembre, la société de chemin de fer britannique Railtrack le 7 octobre et le groupe français d'électroménager Moulinex-Brandt le 7 septembre. En France, le nombre de faillites a nettement augmenté au cours du 1er trimestre 2002. Plus de 10 700 entreprises (dont 25 de plus de 200 salariés) ont déposé leur bilan durant cette période, soit une augmentation de près de 20 % en glissement.

16 avril – Pour la première fois depuis vingt ans, une grève générale est lancée en Italie. Cette grève mobilise 13 millions de personnes, auxquelles s'ajoutent des centaines de milliers de manifestants, pour protester contre les réformes adoptées par le gouvernement Berlusconi (notamment la décision d'assouplir les règles de licenciement).

Mai – Aux Pays-Bas, le parti chrétien-démocrate arrive en tête des élections législatives du 15 mai, suivi par l'extrême droite populiste. La droite l'emporte, comme elle l'avait fait au Danemark et au Portugal fin 2001. En France, un second tour d'un scrutin présidentiel insolite oppose Jacques Chirac au leader de l'extrême droite. Le président sortant remporte une victoire écrasante le 5 mai avec plus de 80 % des voix. Les élections législatives des 8 et 16 juin donnent à la droite 399 des 577 sièges de l'Assemblée nationale.

21-22 juin – Lors du Conseil européen de Séville (Espagne), centré sur le thème de l'immigration clandestine, les dirigeants des quinze pays de l'Union européenne se rallient à la position française et suédoise préconisant une coopération plutôt que des représailles économiques envers les États à la source des flux migratoires clandestins.

ÉTATS-UNIS

3 octobre 2001 – Suite aux attentats du 11 septembre, le président Bush annonce un plan de relance de l'économie et de réduction d'impôts d'un montant total de 115 à 130 milliards de dollars ; 60 à 75 milliards de dollars de crédits supplémentaires seront débloqués et s'ajouteront aux 55 milliards déjà votés par le Congrès (40 milliards mis à la disposition de la Maison-Blanche pour les premières mesures d'urgence et 15 milliards pour venir en aide aux compagnies aériennes). Après six mois de tractations, ce plan sera finalement voté le 8 mars 2002 par le Congrès, mais dans une version allégée puisque son montant a été limité à 42 milliards de dollars. Il prévoit un doublement de la durée d'indemnisation des chômeurs, des aides fiscales aux entreprises qui investissent et une assistance financière à la ville de New York.

2 novembre – Un compromis entre Microsoft et le département de la justice tente de mettre fin à la procédure antitrust engagée depuis 1998. En échange de la fin des poursuites, Microsoft s'engage à ne plus « conclure des accords stipulant l'utilisation exclusive de ses produits » et à « donner plus d'informations techniques sur ses systèmes d'exploitation Windows ». Neuf des dix-huit États qui avaient déposé une plainte, dont la Californie et le Massachusetts, rejettent ce compromis le 6 novembre.

6 novembre – La Banque centrale américaine (Fed) ramène le taux des fonds fédéraux à 2 %, son niveau le plus bas depuis 1961, le taux de l'escompte étant pour sa part réduit à 1,5 %. Cette troisième baisse depuis les attentats du 11 septembre, et la dixième depuis le début de l'année, intervient alors que le repli de l'économie américaine est confirmé par la diminution de 0,4 % du PIB au troisième trimestre.

26 novembre – Le Bureau national des recherches économiques (NBER), l'autorité américaine en matière de cycle économique, annonce l'entrée des États-Unis dans la récession. Pour cet organisme, celle-ci aurait débuté en mars 2001, c'est-à-dire bien avant les attentats du 11 septembre, marquant ainsi la fin de la plus longue période d'expansion depuis le XIX^e siècle (dix ans).

2 décembre – Enron, le principal groupe de distribution d'énergie aux États-Unis est mis en liquidation. Enron a profité de la déréglementation des années quatre-vingt-dix pour se

développer dans le secteur de la distribution d'électricité, des services collectifs comme l'eau, et sur les marchés de matières premières. Le ministère de la Justice, la SEC (commission des opérations de Bourse de New York) et plusieurs commissions parlementaires ouvrent des enquêtes début janvier 2002. Le cabinet d'audit Arthur Andersen, l'un des plus prestigieux, est inculqué par le Département de la justice américaine pour avoir détruit des centaines de documents comptables concernant son client Enron. Après plus d'un mois de procès, il est jugé coupable d'obstruction à la justice le 15 juin, ce qui devrait entraîner sa liquidation. Le 25 juin, le groupe américain de télécommunication, WorldCom, reconnaît avoir commis des irrégularités comptables portant sur plus de 3,8 milliards de dollars. Cette nouvelle affaire, après celle d'Enron, provoque de fortes baisses sur les places financières américaines et européennes.

6 décembre – Adoptée par la Chambre des représentants, la procédure de vote bloqué, appelée Fast Track, prévoit d'octroyer des pouvoirs spéciaux au président qui peut négocier des accords commerciaux en contraignant le Congrès à adopter – ou rejeter – en bloc ces accords sans que ce dernier puisse les amender.

4 février 2002 – Le président George W. Bush soumet au Congrès un projet de budget pour 2003 qui donne une place prépondérante à la défense, bénéficiant d'une augmentation de 15 %, la plus forte depuis vingt ans. Avec 379 milliards de dollars, cette allocation représente plus du double des dépenses européennes affectées à ce secteur.

JAPON

1er octobre 2001 – L'opérateur mobile japonais NTT DoCoMo lance le premier service mondial de téléphonie mobile de troisième génération qui permet de télécharger des films, de la musique et d'autres données à une vitesse de 384 kilobytes par seconde (kbps), avec comme objectif de compter 6 millions d'utilisateurs en 2004.

30 octobre – Le groupe japonais Nissan entre à hauteur de 15 % dans le capital du constructeur automobile français Renault. Nissan devient le deuxième actionnaire de Renault, derrière l'État français qui doit réduire sa participation à 25 % du capital. Parallèlement, le groupe français se renforce en portant sa participation à 44,4 % du capital de Nissan.

27 février 2002 – Le gouvernement japonais annonce un plan anti-déflation qui prévoit d'injecter des fonds publics dans les banques affaiblies par des créances douteuses, et d'assouplir la politique monétaire, la Banque du Japon devant augmenter la quantité de liquidités en circulation afin de favoriser le crédit et la consommation.

27 mars – La Diète adopte le budget japonais pour 2002 (dont l'exercice débute le 1er avril). Le déficit budgétaire est en augmentation de 5,9 % par rapport à celui enregistré en 2001. Le Japon a connu un recul du PIB de 1,2 % au dernier trimestre de 2001 tout comme lors des trois précédents. Le chômage se situe à un niveau record de 5,3 %.

1er avril – La fusion de trois grandes banques japonaises permet la création de Mizuho, la première banque mondiale en termes d'actifs. Cette fusion participe à la réorganisation du système bancaire japonais désormais dominé par quelques géants.

22 mai – Le ministère japonais des Finances demande à la Banque du Japon d'intervenir sur le marché des changes pour contrer la hausse du yen. Le yen, qui s'était fortement déprécié au début de cette année, est revenu à un niveau proche de celui de décembre 2001.

Chronologie de l'économie mondiale

Stephan Fahr*



p. 113-122

GOUVERNANCE INTERNATIONALE

21-23 juillet 2000 – Au Sommet du G8 à Okinawa (Japon), les dirigeants des sept pays les plus industrialisés et la Russie proposent d'établir un « nouveau partenariat » avec les pays du Sud. Ils adoptent une charte sur la société mondiale de l'information, qui affirme que chaque citoyen doit avoir les moyens d'y accéder.

6-8 septembre – Au Sommet du millénaire de l'ONU à New York, les 147 chefs d'État et de gouvernement s'engagent à renforcer le rôle et les moyens des Nations unies et à lutter contre les inégalités dans le monde.

18-27 septembre – La 55e Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Prague (République tchèque), marquée par des manifestations violentes d'opposants à la mondialisation, entérine le principe d'une limitation des prêts du FMI, afin de recentrer le rôle du Fonds sur la surveillance et l'intervention en cas de crise. La réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) a peu progressé : dix pays seulement (sur les 41 recensés pour bénéficier du programme lancé en 1996 par le G7) voient leur dette allégée. Les participants s'inquiètent de la faiblesse de l'euro et de la montée du prix du pétrole.

11 octobre – La CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) plaide dans son rapport annuel sur les pays les moins avancés (PMA) pour un « new deal » en faveur des 48 pays les plus pauvres du monde. Selon le secrétaire général R. Ricupero, la nouvelle politique d'aide et de réaménagement de la dette, n'incorpore pas suffisamment les questions relatives aux échanges internationaux.

1er novembre – La Banque africaine de développement (BAD) approuve un allègement de dette de 277 millions de dollars en faveur du Bénin, du Burkina Faso, du Mozambique et du Sénégal dans le cadre de l'initiative PPTE.

13-24 novembre – Échec à La Haye (Pays-Bas) de la 6e Conférence des Nations unies sur les modalités de mise en œuvre du protocole de Kyoto. Le 13 mars 2001, les États-Unis, principal émetteur de dioxyde de carbone, rejettent le protocole de Kyoto et annoncent qu'ils ne procéderont pas à sa ratification en raison de ses effets jugés néfastes pour l'économie américaine.

* Stephan Fahr est collaborateur extérieur au CEPII.

22 décembre – Le FMI et la Banque mondiale annoncent, dans le cadre de l'initiative PPTE, un allègement de 34 milliards de dollars de la dette extérieure (soit environ les deux tiers de leur dette) de 22 pays pauvres, dont 18 en Afrique. En contrepartie, ces pays sont tenus de mettre en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté.

25-30 janvier 2001 – Au 31^e Forum économique mondial à Davos (Suisse), les responsables politiques et économiques se préoccupent du ralentissement de l'économie américaine, alors que les participants des pays du Sud dénoncent le protectionnisme des pays industrialisés ; soixante-neuf représentants d'ONG (organisations non gouvernementales) font entendre leurs critiques de la mondialisation. à la même date, se tient à Porto Alegre (Brésil) le 1^{er} Forum social mondial, qui rassemble de nombreuses ONG et personnalités politiques venues de 23 pays.

26-30 avril – À la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Washington, les responsables des deux institutions s'inquiètent du ralentissement de la croissance mondiale. Le FMI baisse d'un point ses prévisions pour 2001 (3,2 %). Les Perspectives économiques de l'OCDE publiées en juin prévoient un net ralentissement de la croissance de la zone OCDE (2 % en 2001).

14-20 mai – Lors de la 3^e Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA) à Bruxelles, les représentants de 157 pays et organisations internationales adoptent un Programme d'action pour l'éradication de la pauvreté dans les PMA et s'engagent à atteindre rapidement l'objectif de 0,2 % du PIB convenu pour l'aide au développement destinée aux PMA.

COMMERCE INTERNATIONAL

1^{er} septembre 2000 – La zone de libre-échange de l'Afrique australe entre en vigueur à partir des pays de la SADC (Southern African Development Community). Cette zone intégrera à terme quelque 200 millions de personnes. Le 31 octobre, neuf des vingt pays membres du Marché commun d'Afrique australe et orientale (COMESA) lancent officiellement leur zone de libre-échange.

19 septembre – Pour préparer l'entrée de la Chine à l'OMC, le sénat américain vote une loi sur la normalisation des relations commerciales avec la Chine. Au sommet UE-Chine à Pékin le 23 octobre, les deux parties soulignent leur volonté commune d'accélérer l'adhésion chinoise.

27-28 septembre – Les onze chefs d'État des pays membres de l'OPEP, ainsi que l'Angola, le Mexique, la Norvège, Oman et la Russie, invités en tant qu'observateurs, célèbrent les quarante ans de l'organisation au 2^e sommet de Caracas (Venezuela). Ils appellent au dialogue avec les pays consommateurs pour le maintien de « prix justes et stables ». à cette date, le prix du pétrole se maintient au-dessus de 30 dollars, alors que l'OPEP a déjà décidé une hausse de la production de 800 000 barils/jour à sa réunion ministérielle de septembre.

Octobre – La crise de la vache folle prend une dimension européenne en s'étendant de la Grande-Bretagne à la France, à l'Espagne et à l'Allemagne. À partir du 1^{er} septembre, l'étiquetage de viande bovine devient obligatoire. Le 4 décembre, les ministres de l'Agriculture décident l'interdiction des farines carnées dans tous les pays membres, pour une période d'au moins six mois.

10 octobre – Les présidents de cinq membres de la CEI (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghistan et Tadjikistan) signent un accord à Astana (Kazakhstan) créant la Communauté économique eurasiennne destinée à renforcer l'union douanière entre ces pays.

19 février 2001 – À la suite de la découverte de cas de fièvre aphteuse dans un abattoir porcin près de Londres, le gouvernement britannique interdit tout mouvement de bétail dans l'ensemble du pays. La Commission européenne décide le 21 février d'interdire toutes les exportations britanniques de bétail et de produits dérivés. Le 13 mars, un cas de fièvre aphteuse est détecté en France, l'UE impose la restriction des exportations françaises. Le Premier ministre britannique T. Blair annonce le 27 février la mise à disposition de 168 millions de livres pour des aides aux agriculteurs, les coûts directs et indirects sont estimés à 9 milliards de livres.

5 mars – L'UE libéralise le commerce avec 48 pays pauvres pour tous les produits à l'exception des armes. Les droits de douane sur les bananes seront supprimés en 2006, ceux sur le sucre et le riz en 2009.

28-30 mars – Les négociations sur les services ont repris à la réunion du Conseil des services au sein de l'OMC à Genève (Suisse). Les ONG se mobilisent à propos de l'application de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), notamment sur la liste des services dont les marchés pourront être ouverts (services de santé et d'éducation).

11 avril – Les États-Unis et l'Union européenne trouvent un accord sur le commerce de la banane. Il prévoit la suspension, au 1er juillet 2001, des sanctions prises par les États-Unis à l'encontre de l'UE. En contrepartie, la réforme du marché européen de la banane prévoit le maintien de contingents tarifaires au profit des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de quotas pour les États-Unis jusqu'en 2006.

20-22 avril – Au sommet des Amériques au Québec (Canada), les 31 chefs d'État du continent américain, à l'exception de Cuba, réaffirment le projet de libre-échange des Amériques (ZLEA) à l'horizon 2005, lancé au sommet de Miami en 1994. Le Brésil, appuyé par plusieurs petits pays pauvres d'Amérique centrale et des Caraïbes, prône une véritable ouverture du marché intérieur des États-Unis. Le sommet est marqué par de nombreuses manifestations d'opposants.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

2 juillet 2000 – à l'élection présidentielle mexicaine, V. Fox du Parti d'action nationale (PAN), ancien directeur de Coca-Cola au Mexique, sort gagnant avec 43 % des voix. Il met ainsi fin à l'hégémonie du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 71 ans. Le nouveau président prend ses fonctions le 1er décembre 2000.

11 juillet – Les 27 dirigeants africains présents au sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à Lomé adoptent le projet d'Union africaine lancé par le colonel libyen M. Kadhafi lors du sommet extraordinaire de Syrte (Libye), en septembre 1999. Le 26 mai, l'Union entre en vigueur et remplacera officiellement l'OUA après une période de transition d'au moins un an.

8 septembre – L'Équateur abandonne le sucre et adopte le dollar en tant que monnaie officielle. Les très graves difficultés économiques du pays (défaut de paiement partiel sur la

dette extérieure, effondrement du système bancaire, déficit public, inflation de plus de 60 % et récession) sont à l'origine de la dollarisation.

16 septembre – Suite à l'élection présidentielle de juillet 2000 entachée de corruption, le président péruvien A. Fujimori renonce à un troisième mandat et annonce sa démission le 20 novembre.

12 novembre – Pour faire face à la crise financière, le président argentin F. de la Rúa proclame un plan économique d'urgence (réduction des dépenses publiques sur cinq ans, recul de l'âge de la retraite, suppression du système public de sécurité sociale) qui provoque de violentes manifestations. Le 18 décembre, l'Argentine reçoit une aide financière d'un montant global de 39,7 milliards de dollars dont 13,7 du FMI. Le 23 mars 2001, le nouveau ministre de l'économie, D. Cavallo, présente un plan de redressement qui vise à relancer l'économie en récession depuis deux ans et demi.

15-16 novembre – La conférence euroméditerranéenne de Marseille cherche à donner un nouvel élan au processus de Barcelone lancé en 1995 par l'UE. L'enveloppe budgétaire de MEDA II (aide aux pays méditerranéens) pour 2000-2006 s'élève à 5,35 milliards d'euros et l'objectif d'une zone de libre-échange d'ici 2010 est réaffirmé. Le 25 juin 2001, un accord d'association est signé entre l'Union européenne et l'Égypte.

16 décembre – Six pays de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), non-membres de la zone monétaire CFA, signent et créent une deuxième zone monétaire, la ZMAO (zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest), pour introduire une monnaie unique d'ici à 2003.

1er janvier 2001 – Le Salvador légalise l'usage du dollar, qui circule parallèlement à la monnaie nationale, le colon, au taux de 8,5 colonnes pour un dollar. Le Salvador est le troisième pays d'Amérique latine à adopter le dollar après le Panama (1904) et l'Équateur (2000).

17 janvier – Lors de la réunion ministérielle à Vienne, l'OPEP décide, pour la première fois depuis deux ans, la réduction de la production pétrolière de 1,5 million de barils/jour (soit environ 6 %) suite à la chute des cours fin décembre 2000. Face au ralentissement mondial, l'OPEP décide le 17 mars une nouvelle réduction de sa production de 1 million de barils/jour (soit 4 %), pour stabiliser le prix du baril aux environs de 25 dollars.

22 décembre – Pour enrayer la crise bancaire et financière turque, le FMI débloque 7,5 milliards de dollars de crédits. 2,2 milliards de dollars sont mis à disposition immédiate, le reste est conditionné à la mise en place rapide de réformes (privatisations) et à la réduction de l'inflation. Dès le lendemain, le taux d'intérêt interbancaire baisse de plus de 1 000 % à environ 100 %. Le 22 février, le gouvernement turc décide de laisser flotter la livre, qui perd aussitôt 30 % de sa valeur face au dollar. Le gouverneur de la Banque centrale, G. Ercel, démissionne le 23 février. Le 15 mai, le FMI accorde un nouveau prêt de 8 milliards de dollars, portant le total des crédits accordés à la Turquie depuis décembre 1999 à 19 milliards de dollars.

19 avril – Les entreprises pharmaceutiques retirent leur plainte contre la violation des normes internationales de brevets par l'Afrique du Sud dans l'affaire des médicaments contre le sida. Le pays, où le nombre de séropositifs atteint 4,2 millions, avait autorisé la production de

médicaments moins chers. ONUSIDA estime le nombre de séropositifs à 25,3 millions dans le monde.

3 juin – Au Pérou, A. Toledo, économiste d'origine indienne et candidat du parti « Pérou possible » (centre-gauche), remporte l'élection présidentielle (52 % des suffrages).

7 juin – Le Forum économique régional d'Afrique australe à Durban (Afrique du Sud), organisé à l'initiative du Forum de Davos, réunit 900 décideurs (chefs d'État et de gouvernement, investisseurs, chefs d'entreprise) pour une relance économique de l'Afrique australe.

EUROPE

14 juillet 2000 – Le parlement allemand vote des réformes fiscales. Les taux d'imposition sur le revenu baisseront sur cinq ans, de 25,9 % à 15 % pour les revenus les plus faibles et de 53 % à 42 % pour le taux maximal. L'impôt sur les sociétés passe à un taux uniforme de 25 %. L'allègement global est estimé à 48 milliards d'euros.

31 août – La Banque centrale européenne relève son taux de refinancement au jour le jour (Refi) de 25 points de base à 4,5 %, afin de préserver la stabilité des prix dans la zone euro à moyen terme. La BCE crée la surprise en augmentant à nouveau ses taux de 25 points de base le 5 octobre, ce qui n'empêche pas l'euro de baisser à 0,87 dollar.

31 août – La France annonce une baisse générale de l'impôt sur le revenu sur trois ans, représentant une réduction globale de 18,3 milliards d'euros. La surtaxe appliquée à l'impôt sur les sociétés (taxe Juppé) est abandonnée, la CSG est réduite pour les revenus modestes, et la vignette auto est supprimée.

4 septembre – Suite à l'envolée du prix du pétrole, les agriculteurs, pêcheurs et transporteurs routiers, qui réclament une baisse des prix du carburant, bloquent des raffineries et des dépôts de carburants en France, Grande-Bretagne, Espagne, Belgique et Allemagne. À l'exception de la Grande-Bretagne, les gouvernements accordent des subventions ou des réductions d'impôts.

22 septembre – Pour la première fois de son existence, la BCE intervient sur le marché des changes par une action concertée avec la Fed et la Banque du Japon pour soutenir l'euro. L'intervention crée la surprise et fait rebondir momentanément l'euro au-dessus de 0,90 dollar. L'effet de l'intervention est d'autant plus fort que la Fed avait jusque-là rejeté le soutien de l'euro.

28 septembre – Les électeurs danois rejettent par référendum avec 53 % des voix l'entrée du Danemark dans la zone euro.

26 octobre – L'euro tombe à son niveau le plus faible depuis sa création en janvier 1999 (0,823 dollar).

9 novembre – La BCE intervient pour la troisième fois unilatéralement en une semaine pour soutenir l'euro. Son objectif est d'enrayer le risque d'inflation. L'euro se maintient après ces interventions à un niveau faible de 86 cents.

7-11 décembre – Le Conseil européen de Nice aboutit à un accord de portée limitée sur les réformes des institutions nécessaires pour l'élargissement de l'UE. La composition de la Commission et la pondération au sein du Conseil des ministres seront modifiées en 2005. Les votes à la majorité qualifiée sont étendus à de nouveaux domaines (échanges de services, immigration, droit d'asile...) et à l'élection du président de la Commission. Pour les pays souhaitant intégrer plus fortement leurs politiques, les coopérations renforcées sont admises, si au moins huit pays membres y participent. La Charte européenne des droits fondamentaux est adoptée. Le statut de société européenne voit le jour.

1er janvier 2001 – Après une cure de stabilisation de quatre ans, la Grèce devient le douzième État membre de l'Union économique et monétaire (UEM) à la suite de la décision du Conseil européen de Feira (Portugal) du 19 juin 2000. Le taux de conversion est de 340,75 drachmes pour un euro.

19-21 mars – Création en Allemagne d'un syndicat uni des services, Ver.di, à partir de cinq syndicats de branche. Le nouveau syndicat regroupe près de trois millions de salariés.

4 mai – La Banque centrale hongroise élargit la bande de fluctuation du forint vis-à-vis de l'euro à $\pm 15\%$ et adopte un objectif de taux d'inflation. Elle prépare ainsi l'adhésion à l'UEM.

10 mai – Après une longue période de hausse des taux directeurs, la BCE baisse le Refi de 4,75 % à 4,5 % pour prendre en compte le ralentissement de la croissance monétaire (M3) et pour soutenir la croissance à moyen terme.

11 mai – La chambre haute du parlement allemand, représentant les Länder, approuve la loi de réforme des retraites présentée par le chancelier Schröder. Celle-ci encourage la retraite par capitalisation pour compenser la baisse des retraites du régime par répartition, causée par l'évolution démographique.

13 mai – En Italie, la coalition de droite et d'extrême droite, la Maison des libertés, dirigée par S. Berlusconi, sort gagnante des élections législatives. Elle acquiert la majorité à la Chambre des députés et au sénat.

7 juin – En Grande-Bretagne, le parti travailliste, sous la direction du Premier ministre T. Blair, remporte les élections législatives avec 41 % des voix. C'est la première fois que le Parti travailliste gagne deux mandats successifs.

8 juin – Les électeurs irlandais se prononcent par référendum contre l'élargissement de l'UE et la réforme des institutions par 54 % des suffrages avec un taux d'abstention qui s'élève à 65 %. C'est la première fois que l'Irlande manifeste son opposition à l'Europe.

15-16 juin – Les 15 chefs d'État et de gouvernement réagissent au rejet du Traité de Nice par l'Irlande en réaffirmant au Conseil européen de Göteborg (Suède) l'irréversibilité du processus d'élargissement et fixent à fin 2002 la date des premières adhésions. Le sommet est marqué par de graves affrontements entre forces de l'ordre et opposants à la mondialisation et à l'Europe.

ÉTATS-UNIS

23 septembre 2000 – Face au haut niveau des prix du pétrole, les États-Unis décident de puiser sur trente jours 30 millions de barils de leurs réserves stratégiques (570 mb). Le cours du baril baisse à 30 dollars.

7 novembre – Lors de l'élection présidentielle, les deux candidats A. Gore et G. Bush se disputent l'état de Floride pour emporter la victoire. Le parti démocrate demande le recomptage des bulletins de plusieurs districts. Le 13 décembre, la Cour suprême déclare le recomptage illégal. G. Bush prend ses fonctions de 43^e président des États-Unis le 19 janvier 2001.

3 janvier 2001 – Face à la baisse de la croissance et à la diminution de la confiance, la Fed baisse ses taux directeurs de 50 points de base à 6 %. Cette baisse marque un tournant de la politique monétaire après l'augmentation des taux d'intérêt au cours de l'année 2000. Le 31 janvier, la Fed baisse à nouveau son taux directeur de 50 points de base à 5,5 %. La Fed procède à des réductions de même ampleur le 20 mars, le 18 avril et le 15 mai, aboutissant à un taux d'intérêt de 4 %.

24 mai – Le sénateur J. Jeffords quitte les rangs du parti républicain pour poursuivre son mandat comme indépendant, proche des démocrates. Pour la première fois dans l'histoire américaine, la décision personnelle d'un sénateur fait basculer la majorité au sénat. Dorénavant le président Bush devra rechercher l'appui des démocrates pour mettre en place les différents projets de loi.

26 mai – Le sénat approuve l'une des principales mesures du programme du président Bush, la réduction des impôts d'un montant de 1 350 milliards de dollars sur dix ans. La baisse concerne toutes les tranches de revenus, le taux maximal passe de 39,5 % à 35 %.

JAPON

11 août 2000 – La Banque centrale décide la fin de la politique de taux d'intérêt zéro, et porte le taux de l'argent au jour le jour à 0,25 %. Elle s'oppose ainsi au ministère des Finances qui ne considère pas encore le risque de déflation écarté.

Octobre – Les compagnies d'assurance-vie sont ébranlées par les faibles taux d'intérêt et les mauvaises performances de la Bourse. La première application du programme de réorganisation des établissements financiers mène au dépôt de bilan des compagnies d'assurance Chiyoda et Kyoei après la cessation d'activité de Taisho en août.

10 février 2001 – Le gouvernement annonce diverses initiatives afin de rétablir la confiance dans l'économie. Il s'agit, entre autres, du rachat d'actions par les entreprises, de l'introduction d'un régime de retraite par capitalisation et de la révision des impôts sur les dividendes.

9 mars – Le gouvernement annonce un nouveau plan de relance économique. Les mesures réglementaires et fiscales visent à favoriser les transactions boursières et immobilières. Le 13 mars, l'indice boursier Nikkei atteint avec 11 819 points, son niveau le plus faible depuis 16 ans, passant en deçà du seuil de 12 000 considéré comme faisant disparaître les plus-values de nombreuses entreprises.

31 mars – L'année fiscale se termine par une croissance faible : 0,9 %. Le dernier trimestre (janvier à mars) a connu un recul de 0,2 % comparé au trimestre précédent. Cette retombée s'explique par la baisse des exportations de 3,6 % due au ralentissement mondial, par la baisse de l'investissement privé et par la faiblesse de la consommation des ménages.

6 avril – Le gouvernement met en place un plan de restructuration économique et d'assainissement du système bancaire. Il impose un délai de deux ans aux banques pour éliminer leurs créances à risque évaluées à 103 milliards de dollars. Il prévoit aussi la création d'un organisme public chargé de racheter les participations boursières des banques.

26 avril – Élection par le parlement de J. Koizumi, président du parti libéral démocrate, au poste de Premier ministre. Il remplace Y. Mori avec une équipe qui comprend trois personnalités choisies hors des partis et cinq femmes.

Mai – Pour le quatrième mois consécutif, l'excédent commercial est en déclin. Alors que, par rapport à l'année précédente, les importations connaissent une augmentation de 14 %, les exportations baissent de 0,9 %.

19 juin – Ripostant aux restrictions commerciales japonaises à l'encontre de certains produits chinois (paille, champignons), la Chine annonce l'imposition de droits de douane sur les voitures, téléphones et climatiseurs provenant du Japon. Les implications économiques pour le Japon sont minimales ; le but de la Chine est de prévenir d'autres mesures protectionnistes.

21 juin – Le Premier ministre J. Koizumi, qui bénéficie d'un soutien populaire de plus de 80 %, prévoit la réduction des dépenses de travaux publics et le renforcement du secteur privé. Suite aux restructurations, notamment dans le secteur financier, on craint une forte montée du chômage.

FUSIONS – ACQUISITIONS

24 juillet 2000 – Deutsche Telekom annonce le rachat de VoiceStream, opérateur de téléphonie mobile américain pour un montant de 55,7 milliards de dollars. Le 1er mai 2001, les autorités américaines donnent le feu vert à cette opération, qui avait été fortement contestée à cause de la présence de capitaux publics dans l'entreprise allemande.

14 août – Les enchères aux licences UMTS pour les téléphones mobiles de troisième génération s'achèvent en Allemagne avec un prix record de 50,5 milliards d'euros payé par les six candidats gagnants. Les bénéfices seront consacrés à réduire la dette de l'État fédéral. Contrairement à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, la France lance le 17 août un appel à candidatures sur dossier pour quatre licences UMTS à un prix de 5 milliards d'euros par licence. Le 31 mai, deux licences sont accordées : les deux licences UMTS restantes seront attribuées en 2002 pour empêcher une situation de duopole. Le 23 octobre, les enchères en Italie tournent au fiasco, après le retrait du consortium emmené par British Telecom ; l'État italien devra se contenter de 12,2 milliards d'euros, contre 25 attendus.

13 septembre – La banque d'affaires américaine Chase Manhattan annonce le rachat de la banque d'investissement JP. Morgan pour 33,2 milliards de dollars. La nouvelle JP. Morgan Chase & Co devient ainsi numéro trois mondial de la banque et annonce une suppression de 5 000 postes.

21 septembre – Naissance officielle d'Euronext, la première Bourse européenne, qui associe Paris, Bruxelles et Amsterdam dans une société de droit néerlandais. Euronext est le premier marché d'actions, de dérivés et de marchandises transfrontalier totalement intégré avec plus de 1 600 entreprises cotées et une capitalisation de 2 420 milliards d'euros.

3 octobre – Le rapport annuel de la CNUCED sur l'investissement dans le monde analyse la multiplication des fusions-acquisitions d'entreprises qui deviennent la forme dominante des investissements directs étrangers. Il s'inquiète du risque d'entrave à la concurrence au niveau mondial et de perte de souveraineté nationale au profit des entreprises multinationales.

16 octobre – Chevron rachète Texaco pour 35 milliards de dollars pour créer la quatrième compagnie pétrolière mondiale après Exxon-Mobil, BP-Amoco et Shell.

20 octobre – General Electric est prête à acquérir Honeywell pour 44 milliards de dollars. Le 3 juillet 2001, la Commission européenne interdit la fusion. Pour la première fois, un projet de fusion entre deux groupes américains échoue alors qu'il était accepté par les autorités antitrust américaines et canadiennes.

31 octobre – Le groupe Bertelsmann signe un accord avec Napster, site américain d'échange de musique gratuit sur Internet. Les deux entreprises veulent mettre en place un système d'échange par abonnement. Mais les majors du disque jugent que l'accord ne règle pas le problème des droits d'auteurs sur Internet. Le 29 mai 2001, Vivendi Universal riposte à l'alliance en acquérant MP3.com, fournisseur de services musicaux sur le Web, pour 372 millions de francs.

5 décembre – Fusion du groupe français de communication Vivendi-Canal + et du canadien Seagram après approbation par la Commission européenne et par le Conseil supérieur de l'audiovisuel français. Le nouveau groupe devient le numéro deux mondial de la communication, derrière l'américain AOL-Time Warner.

6 décembre – Wanadoo achète le britannique Freeserve pour 2,7 milliards d'euros, et devient ainsi numéro deux des fournisseurs d'accès Internet en Europe après l'Allemand T-Online.

14 décembre – Le mariage d'AOL et Time Warner reçoit le feu vert de la Commission de la concurrence américaine. À près de 164 milliards de dollars, c'est la plus grande fusion de l'histoire américaine. Auparavant Time Warner avait ouvert son réseau câblé à Earthlink, un rival d'AOL, pour satisfaire les autorités américaines de régulation de la concurrence.

14 février 2001 – France Télécom place en Bourse son activité de téléphonie mobile, Orange, valorisée à 45 milliards d'euros, trois fois moins que lors du rachat par France Télécom le 30 mai 2000.

2 avril – Le numéro un allemand de l'assurance, Allianz, lance une opa amicale sur la Dresdner Bank. Cette opération doit conduire à la création d'un groupe de bancassurance doté d'une capitalisation boursière d'environ 100 milliards d'euros. Auparavant les rapprochements de Dresdner avec Deutsche Bank (mars 2000) et Commerzbank (juillet 2000) avaient échoué.

Chronologie de l'économie mondiale

Stephan Fahr et Julien Genet*



p. 115-124

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

28 juillet 1999 — Le FMI accorde un nouveau prêt de 4,5 milliards de dollars à la Russie, en exigeant qu'elle s'engage dans un processus de restructuration du secteur financier. Le 1er août, le Club de Paris signe un accord sur le rééchelonnement de la dette de la Russie. En août, le New York Times et le Wall Street Journal confirment les détournements de fonds de près de dix milliards de dollars par des réseaux russes révélés par l'agence Price Waterhouse Cooper.

25-30 septembre — Lors de leur 54e assemblée annuelle à Washington, le FMI et la Banque mondiale décident d'intensifier leur programme de réduction de la dette des pays pauvres fortement endettés. Le programme prévoit l'allègement de la dette pour permettre aux 41 pays concernés de retrouver la voie de la croissance et du développement. Cette décision fait suite au sommet du G7 en juin à Cologne.

27 janvier-1er février 2000 — Le forum économique mondial de Davos est perturbé par des manifestations. À ce forum, les participants se félicitent de la bonne conjoncture mondiale et du développement de la nouvelle économie.

23 mars — Après de nombreuses tractations entre Américains et Européens, l'Allemand Horst Köhler est nommé directeur général du FMI, succédant ainsi à Michel Camdessus.

12-17 avril — Réunion du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Malgré de nombreuses critiques sur la gestion des crises financières, les 182 États membres confirment les missions des deux organisations internationales. Ils décident la création d'un office indépendant d'évaluation des actions du FMI.

15-17 mai — Conférence du G7 et de la Russie à Paris : sans parvenir à un accord sur la lutte contre la cybercriminalité, ils proposent de renforcer la coopération entre États et entreprises.

26 mai — Le Forum de stabilité financière publié à Bâle une liste de 42 paradis fiscaux dans le monde, par lesquels transitent plus de 5 000 milliards de dollars. Le groupe a été créé par le G7 en 1999 suite aux crises financières asiatique et russe.

* Stéphane Fahr est stagiaire au CEPII et Julien Genet est collaborateur extérieur au CEPII.

30 mai — L'OCDE publie son rapport sur la conjoncture évaluant la croissance pour l'an 2000 dans les pays membres à plus de 4 %, chiffre record depuis dix ans. L'organisation avertit les États-Unis d'une surchauffe de leur économie.

EUROPE

15 septembre 1999 — Investiture par le Parlement européen de la nouvelle Commission européenne, dont le président est Romano Prodi. L'équipe antérieure de Jacques Santer avait été soupçonnée de fraude, mauvaise gestion et népotisme. Le Parlement européen exige une réforme de la Commission. Celle-ci présente le 19 janvier 2000 un projet de réforme, qui prévoit une meilleure définition des priorités, l'optimisation des ressources humaines et une réforme radicale de la gestion financière.

11 octobre — Après trois ans de négociations, l'Afrique du Sud et l'Union européenne signent un accord de libre-échange et de coopération économique, culturelle et sociale, prévoyant une libéralisation progressive des échanges sur douze ans à compter de l'année 2000.

4 novembre — Pour la première fois depuis qu'elle exerce ses fonctions, la Banque centrale européenne relève son taux d'intérêt de 2,5 % à 3 % après une longue période de politique monétaire conciliante.

2 décembre — L'euro passe sous le seuil de la parité avec le dollar américain.

11-12 décembre — Au Conseil européen à Helsinki est décidée l'ouverture de négociations d'adhésion de 6 pays candidats (Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie et Slovaquie) qui commenceront le 14 février 2000. En comptant la Turquie reconnue comme candidat officiel, le nombre total de candidats à l'adhésion s'élève à 13. Afin d'adapter les institutions communautaires à l'élargissement, une conférence intergouvernementale (CIG) est également programmée le 14 février 2000. À l'ordre du jour figurent la taille et la composition de la Commission européenne, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres et le nombre de voix accordées à chaque État.

15 janvier 2000 — La drachme grecque est réévaluée de 3,5 % pour préparer l'entrée dans la zone euro en 2001.

3 février — La BCE relève son taux de refinancement de 3 % à 3,25 %. La banque justifie cette hausse par le risque d'accélération de l'inflation que font peser le renchérissement du pétrole et le faible niveau de l'euro face au dollar. À deux reprises, le 16 mars et le 27 avril, la BCE relève à nouveau son taux de 25 points de base.

23 mars — Signature d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mexique. Cet accord prévoit l'abolition des barrières douanières pour les produits manufacturés, les produits agricoles et les services en 2003 pour l'UE et en 2007 pour le Mexique.

24 mars — Au Conseil européen à Lisbonne, les chefs d'État déclarent vouloir faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive du monde dans les dix prochaines années ». Atteindre cet objectif supposerait un taux de croissance moyen de 3 %, une diminution du chômage, le développement de la société de l'information et la modernisation du modèle social européen.

12 avril — Dans le cadre des préparatifs d'adhésion à l'Union européenne, la monnaie polonaise, le zloty, passe d'un régime de change fixe avec bande de fluctuation à un régime de change flexible avec cible d'inflation.

4 mai — L'euro atteint son plus bas niveau face au dollar : 0,8844 dollar pour un euro. Cette faiblesse de l'euro suscite de vives discussions entre les dirigeants des pays membres de la zone et la BCE. Cette dernière est critiquée pour son manque de transparence.

12 mai — À l'occasion d'un discours sur l'avenir de l'Europe le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, avance l'idée d'une union politique fédérale.

21 mai — Dans un référendum, la Suisse approuve sept accords sectoriels pour intensifier la coopération avec l'Union européenne couvrant les domaines de la libre circulation des personnes, des transports terrestres et aériens, de l'agriculture, des marchés publics et des aspects techniques des échanges commerciaux.

8 juin — La BCE surprend les marchés financiers en augmentant son taux de 50 points de base alors qu'une hausse de 25 points était attendue. Le Conseil des gouverneurs justifie cette décision par la croissance excessive de la masse monétaire, qui dépasse le taux de référence, et l'orientation à la hausse des prévisions des prix à la consommation à l'horizon 2001. La BCE annonce que la procédure de refinancement passera à partir du 28 juin d'un taux fixe à un taux variable, où les opérations seront conduites par voie d'adjudication, ce qui augmentera le taux de refinancement en cas de forte demande de liquidité.

19-20 juin — Au Conseil européen de Feira les Quinze s'engagent à imposer les revenus d'épargne des non-résidents. Cette mesure exige l'échange d'informations sur l'épargne entre les pays membres et la levée du secret bancaire.

Le Conseil fixe au 1er janvier 2001 l'entrée de la Grèce dans la zone euro.

ÉTATS-UNIS

30 juin 1999 — Craignant une reprise de l'inflation, la Réserve fédérale américaine (Fed) remonte le taux interbancaire de 4,75 % à 5 % pour la première fois depuis deux ans. De nouvelles hausses de 25 points de base sont effectuées le 24 août (de 5 % à 5,25 %) et le 16 novembre (de 5,25 % à 5,50 %) afin de freiner la consommation et d'éviter la surchauffe de l'économie.

22 octobre — Réforme bancaire : la nouvelle loi, en discussion depuis dix ans et qui remplace le « Glass Steagall Act » de 1933, autorise les banques à intervenir dans l'ensemble des secteurs de l'investissement et de l'assurance. La formation de grands groupes de services financiers est ainsi rendue possible.

24 janvier 2000 — Début de la campagne présidentielle dans l'État de New Hampshire opposant George W. Bush et Al Gore. L'élection présidentielle est prévue pour le 7 novembre.

3 février — Alan Greenspan est chargé d'un nouveau mandat de quatre ans à la tête de la Fed. Il préside cette institution depuis le 11 août 1987.

17 février — À l'occasion de la présentation du rapport bi-annuel sur l'économie (rapport Humphrey Hawkins) devant le Congrès, Alan Greenspan lance une mise en garde contre la surchauffe de l'économie. D'après ce rapport, la productivité industrielle a augmenté de 3,25 % en 1999, la croissance a atteint 4 % et l'inflation a été contenue.

21 mars — Craignant une reprise de l'inflation, la Fed relève le taux des fonds fédéraux (taux interbancaire) pour la cinquième fois depuis juin 1999. Il passe à 6 %, après avoir été porté à 5,75 % le 2 février.

14 avril — Suite à l'annonce d'une hausse des prix à la consommation en mars de 0,7 % (la plus forte depuis cinq ans), l'indice Dow Jones enregistre une chute de 5,7 %. L'indice Nasdaq des valeurs technologiques, en repli depuis le début de l'année, perd ce même jour 9,6 %.

16 mai — Le resserrement du crédit s'accroît : après cinq augmentations successives de 25 points de base, le taux des fonds fédéraux passe de 6 % à 6,50 %.

14 juin — La Fed constate dans son rapport sur l'économie (« livre beige ») les premiers signes d'atterrissage en douceur : suite au ralentissement de la demande globale, les ventes au détail ont diminué et la pression sur les prix s'est réduite.

20 juin — Le département du commerce publie un rapport sur le déficit commercial, qui se serait élevé à 30 milliards de dollars en avril 2000. Ce déficit pourrait commencer à exercer une pression sur le dollar.

JAPON

Juillet 1999 — Le taux de chômage atteint 4,9 %, un niveau record dû à la récession et aux restructurations industrielles. En même temps le recours aux contrats de travail à temps partiel s'accroît.

14 octobre — Le Japon connaît une vague de fusions des établissements financiers. Les banques Sumitomo et Sakura sont les premières à rendre public leur plan de fusion. Le 14 mars 2000, les banques Sanwa, Tokai et Asahi annoncent leur fusion pour former la deuxième banque japonaise après le groupe Mizuho.

11 novembre — Le gouvernement met en place un plan de relance de 163 milliards d'euros, financé à 40 % par l'emprunt, destiné à remettre l'économie sur la voie de la croissance. Il consiste en aides financières aux PME, investissements publics dans les infrastructures, subventions à l'emploi et dépenses pour les nouvelles technologies.

24 décembre — Le budget pour l'an 2000 est adopté avec une hausse de 3,8 % par rapport à 1999 et atteint 817 milliards d'euros. Le déficit public s'élève à 9,4 % du PIB, et la dette publique brute à 114,1 % du PIB. L'augmentation des dépenses concerne surtout la sécurité sociale et les travaux publics.

Janvier-mars 2000 — Le Japon renoue avec la croissance, 2,4 % au premier trimestre 2000, après deux trimestres de contraction, ce qui porte le taux de croissance à 0,5 % pour l'année fiscale 1999 (avril 1999 à mars 2000). Ce sont surtout la consommation des ménages, les

investissements des entreprises et les échanges extérieurs qui contribuent à cette reprise encore fragile.

5 avril — Yoshiro Mori est nommé Premier ministre. Il s'engage à poursuivre la politique de croissance et de stabilisation économiques de son prédécesseur Keizo Obuchi, victime d'une attaque cérébrale le 2 avril.

Juin — Les investissements français occupent la première place parmi les investissements directs étrangers au Japon pour l'année fiscale 1999 (environ 7 milliards d'euros, soit trois fois plus que ceux des États-Unis). Le rachat de 37 % de Nissan par Renault le 27 mars constitue la part la plus importante de ces investissements.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

28 juillet 1999 — Le FMI accorde au Brésil un crédit de 2,3 milliards de dollars pour pallier les conséquences de la crise financière. Un nouveau crédit de 4,7 milliards est ouvert le 29 novembre.

5 et 6 août — Une réunion extraordinaire du Mercosur ne parvient pas à régler le différent commercial entre le Brésil et l'Argentine.

16 août — Les banques créditrices de Daewoo, entreprise coréenne en situation de faillite, annoncent en coopération avec le gouvernement un plan de démantèlement, qui prévoit la vente d'une douzaine d'entreprises laissant à Daewoo uniquement l'activité automobile.

1er septembre — En Malaisie les contrôles sur les sorties de capitaux sont assouplis. Le taux de change reste fixé à 3,8 ringgits pour un dollar.

22 septembre — Les pays de l'OPEP confirment la réduction de leur production pétrolière pour six mois, gelée à 23,2 millions de barils par jour. L'OPEP avait réduit sa production en mars après la chute du prix du baril à 10 dollars début 1999.

25 septembre — Face à la crise économique et aux attaques spéculatives, la Banque centrale colombienne et le ministre des Finances décident de laisser flotter le peso colombien. Le gouvernement lance le Plan Colombie pour mettre fin à la guerre civile, à la corruption et au trafic de drogue. Il prévoit des dépenses de 7,5 milliards de dollars. Le 21 décembre, le FMI accorde un prêt de 2,7 milliards de dollars pour soutenir le programme de réformes.

30 septembre — L'Équateur se déclare en état de faillite : le président Jamil Mahuad annonce que son pays suspend les paiements d'intérêts sur une partie de ses obligations Brady. L'Équateur subit une grave crise économique, son taux d'inflation est de 70 %. En janvier 2000, la crise économique devient une crise politique et le président décrète l'état d'urgence le 6 janvier. Le 9, il présente un projet de dollarisation de la monnaie nationale, le sucre.

12 octobre — La population mondiale a franchi le cap des six milliards d'habitants. Selon le FNUAP (Fonds des Nations unies pour la population) les terres cultivables par habitant dans le monde ne représentent que la moitié de ce qu'elles devraient être pour assurer une bonne alimentation. Les ressources en eau douce par habitant ont chuté de 60 % entre 1960 et 1997.

Les taux de fécondité dans les pays en développement ont diminué. Supérieurs, en moyenne, à six enfants par femme en 1950, ils s'élèvent aujourd'hui à moins de trois enfants.

24 novembre — L'Union européenne, le Mercosur et le Chili lancent des négociations en vue de créer d'ici 2003 la plus grande zone de libre-échange du monde.

15-17 décembre — Les pluies torrentielles au Venezuela provoquent des glissements de terrain et font environ 30 000 victimes. L'État de Vargas, au nord du pays, est le plus touché par la catastrophe.

1er janvier 2000 — L'Afrique connaît une vague d'intégration régionale : les huit pays d'Afrique de l'Ouest, membres de l'UEMOA, créent une union douanière, les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe ont confirmé le 18 août 1999 le projet de création d'une zone de libre-échange. Onze des vingt et un pays membres du COMESA (Marché commun d'Afrique australe et orientale) annoncent en mai 2000 l'entrée en vigueur d'une zone de libre-échange pour novembre 2000. Un projet d'union douanière est envisagé à l'horizon 2004.

18-19 janvier — Au sommet économique africain sur la croissance et la réduction de la pauvreté à Libreville (Gabon), réunissant une vingtaine de chefs d'État, le FMI, la Banque mondiale et la BAD (Banque africaine de développement) adoptent une déclaration dans laquelle les chefs d'État réitèrent leur appel pour une annulation totale de la dette des pays africains les plus pauvres.

3 février — L'Union européenne et les 71 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) remplacent l'accord Lomé IV par un accord de coopération sur vingt ans pour lutter contre la pauvreté dans les pays ACP et faciliter leur intégration dans l'économie mondiale.

26 mars — Vladimir Poutine, Premier ministre et président par intérim, depuis la démission de Boris Eltsine le 31 décembre 1999, est élu président de la Russie au premier tour avec 52,94 % des voix.

27-28 mars — Le prix du pétrole passe, pour la première fois depuis la guerre du Golfe, le seuil des 30 dollars le baril. Les pays de l'OPEP décident de relever leur production de 1,7 million de barils par jour, soit le niveau de production précédant la réduction de mars 1999. Le 21 juin, l'OPEP relève encore la production de 0,7 million de barils par jour pour tenter de ramener le prix dans la fourchette de 22 à 28 dollars le baril.

3-4 avril — À l'ordre du jour du sommet entre l'Union européenne et l'Afrique au Caire, figurent l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, la protection des droits de l'homme, le règlement et la prévention des conflits ainsi que la lutte contre la pauvreté et les maladies. Certains États membres de l'UE décident d'annuler la dette des pays les plus pauvres.

13 avril — Le Club de Paris accorde au gouvernement indonésien un rééchelonnement de 5,8 milliards de dollars de sa dette.

FUSIONS – ACQUISITIONS

4 août 1999 — Fusion par acquisition de Union Carbide par Dow Chemical aux États-Unis. Dow Chemical devient la deuxième entreprise mondiale de chimie.

6 août — Volvo prend le contrôle du constructeur de poids lourds Scania pour 45,5 milliards de francs et devient la deuxième entreprise mondiale du secteur derrière Daimler Chrysler.

20 août — La Industrial Bank of Japan et les deux banques commerciales Fuji Bank et Daiichi Kangyo Bank fusionnent et deviennent numéro un mondial avec un chiffre d'affaires de 1,2 billion d'euros.

7 septembre — Acquisition par Viacom de la chaîne américaine CBS pour 34,8 milliards d'euros, engageant la plus grande fusion jamais réalisée dans les médias. Viacom qui regroupe des activités dans les domaines du cinéma, de la radio et de la télévision, de l'édition, de l'Internet et de la publicité deviendra le numéro trois mondial des médias après Time Warner-AOL et Vivendi Universal.

27 septembre — Les entreprises allemandes d'électricité Viag et Veba annoncent leur fusion sous le nom de E.on pour former le premier groupe privé d'énergie.

4 octobre — Rachat de Sprint par MCI-WorldCom, deuxième entreprise des télécommunications aux États-Unis. Le prix annoncé pour cette fusion atteint la somme record de 115 milliards de dollars. L'opération est soumise à l'accord de la Commission fédérale des télécommunications (FCC).

14 octobre — Après trente années de coopération étroite le Français Aérospatiale Matra et l'Allemand Daimler Chrysler Aerospace (DASA) décident de regrouper leurs activités au sein de la société EADS (European Aeronautic Defence and Space Company). Le 2 décembre, l'entreprise espagnole CASA rejoint le groupe et EADS devient numéro trois mondial de l'aéronautique avec un chiffre d'affaires annoncé d'environ 23 milliards d'euros.

10 janvier 2000 — Fusion par rachat de Time Warner par le fournisseur d'accès AOL. Mariant la presse et l'audiovisuel d'une part, l'Internet d'autre part, la prise de contrôle de Time Warner par America Online crée la première entreprise de presse et de communication sur le plan mondial.

17 janvier — Les deux groupes pharmaceutiques Glaxo Wellcome et Smith Kline Beecham fusionnent pour 76 milliards de dollars pour devenir le premier laboratoire pharmaceutique mondial avec 17,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Le 7 février Pfizer et Warner Lambert fusionnent à leur tour et deviennent deuxième laboratoire mondial (15,9 milliards de chiffre d'affaires).

11 février — La compagnie anglaise de téléphonie mobile, Vodafone Airtouch, prend le contrôle du groupe allemand Mannesmann. Estimée à 181 milliards d'euros, la fusion donne naissance au numéro un mondial de la téléphonie mobile. La Commission européenne autorise la fusion le 12 avril, à condition qu'Orange, qui avait été racheté par Mannesmann le 20 octobre 1999, ne fasse pas partie de la nouvelle entreprise. Finalement, France Telecom achète Orange le 29 mai pour la somme d'environ 50 milliards d'euros.

5 avril — La Deutsche Bank et la Dresdner Bank échouent dans leur tentative de créer la première banque mondiale en raison d'un désaccord sur le sort de la filiale Dresdner Kleinwort Benson.

25 avril — Annonce de l'alliance entre les constructeurs Volvo et Renault. Volvo acquiert la filiale Renault Véhicules Industriels (RVI) et Renault devient le principal actionnaire de Volvo, avec 20 % du capital et des droits de vote.

19 juin — Les trois groupes Vivendi, Seagram et Canal + annoncent leur fusion pour créer Vivendi Universal, numéro deux mondial dans les médias, avec un chiffre d'affaires d'environ 55 milliards de dollars.

NOUVELLE ÉCONOMIE

1er janvier 2000 — Le passage à l'an 2000 s'est effectué sans incidents informatiques majeurs. Les dépenses engagées pour éviter le bogue sont estimées à environ 300 milliards d'euros.

8 février — Le site Internet de Yahoo! est mis hors service par un acte de sabotage. Le lendemain d'autres entreprises importantes comme eBay, CNN et Amazon sont attaquées de la même manière.

Mars — NUA Internet Surveys estime le nombre d'abonnés Internet à plus de 300 millions de personnes dans le monde.

6 mars — Le Royaume-Uni donne le coup d'envoi pour la répartition des licences UMTS pour les téléphones mobiles de troisième génération. Cinq licences ont été attribuées lors de ces enchères. Les autres pays européens attribuent les licences, soit par enchères, soit par soumission comparative sur un dossier présenté.

9 mars — Lancement de l'initiative communautaire « e-Learning » pour accélérer l'adaptation de l'éducation et de la formation à l'ère numérique par l'équipement de toutes les écoles d'un accès à l'Internet, la formation des enseignants aux techniques numériques et la mise en place d'un réseau des écoles et des formateurs.

10 mars — Après une longue phase de hausse, le NASDAQ, l'indice boursier des valeurs technologiques aux États-Unis, atteint son sommet avec 5 048,62 points. Après la forte chute du 14 avril il se stabilise entre 3 500 et 4 000 points.

3 avril — Le juge Jackson rend un rapport sévère dans l'affaire Microsoft, confirmant l'abus de situation de monopole de l'entreprise pour freiner la concurrence et l'innovation. Le 28 avril le département de la Justice demande le démantèlement du groupe pour violation de la loi antitrust aux États-Unis. Le verdict final est publié le 7 juin et prévoit la division en deux parties, l'une conservant le système Windows et l'autre les logiciels. Un premier procès avait abouti à un accord amiable en juillet 1994. Un second procès s'était ouvert le 19 octobre 1998, à l'initiative du département de la Justice et de 19 États.

4 mai — Le virus « I love you » ravage le monde des ordinateurs en s'infiltrant par e-mail. Il surprend par sa simplicité et la vitesse de sa diffusion.

18 mai — La start-up britannique Boo.com, qui vendait des vêtements par Internet, annonce sa liquidation judiciaire. Price Waterhouse Cooper estime qu'en Grande-Bretagne une start-up sur quatre annoncera sa faillite dans les six prochains mois.

19 juin — Le NASDAQ Japan est lancé, il constitue une joint-venture entre Softbank et US Nasdaq.

COMMERCE INTERNATIONAL

14 juillet 1999 — Après plus de trois ans d'embargo sur les exportations britanniques de viande bovine, la Commission européenne autorise la reprise des exportations à partir du 1er août 1999. Seules l'Allemagne, durant quelques mois, et la France maintiennent l'embargo unilatéralement. Le 4 janvier 2000, la Commission porte plainte devant la cour de justice européenne contre la France.

22 juillet — Mike Moore, l'ancien Premier ministre néo-zélandais est nommé directeur général de l'OMC pour un mandat de trois ans à compter du 1er septembre.

15-20 septembre — À Vienne, reprise de la conférence mondiale sur les risques biotechnologiques concernant notamment le commerce des organismes génétiquement modifiés (OGM).

27 octobre — Le président Clinton, et le président de la Commission européenne, Romano Prodi, ouvrent le dossier agricole dans le cadre de l'agenda de l'OMC.

15 novembre — La Chine signe un accord de commerce avec les États-Unis, qui lui ouvre la possibilité d'adhérer à l'OMC.

30 novembre — Les 135 pays participants de l'OMC se réunissent à Seattle, mais ne parviennent pas à lancer le nouveau cycle de négociations commerciales, le « cycle du millénaire ». L'échec de la conférence est dû notamment aux dissensions entre les États-Unis et l'Union européenne mais aussi aux désaccords entre pays en développement et pays industrialisés. Les conférences concernant la libéralisation des services et de l'agriculture se tiennent cependant comme prévu à Genève en février 2000.

22 décembre — L'OMC donne raison aux États-Unis contre l'Union européenne en estimant conforme aux règles multilatérales la loi commerciale américaine, dite 301. Cette loi permet aux Américains des mesures unilatérales de rétorsion contre des pays accusés de pratiques déloyales. Les États-Unis ont notamment utilisé cette loi dans les controverses sur la banane et la viande aux hormones.

24-29 décembre — Conférence mondiale sur le commerce des OGM à Montréal ; 138 pays adoptent le protocole de Carthagène sur la biosécurité (règles du commerce des OGM, notamment l'étiquetage) et prévoient l'organisation d'une filière commerciale distincte. Le débat a opposé l'Europe et les pays en développement au « Groupe de Miami » qui regroupe les principaux producteurs de produits génétiquement modifiés (États-Unis, Canada, Argentine).

24 février 2000 — L'OMC condamne les États-Unis pour le régime fiscal des Foreign Sales Corporation (FSC). Ces filiales de sociétés américaines permettent aux entreprises de transiter

par des paradis fiscaux et ainsi d'échapper à l'impôt. Ce système fiscal est considéré comme une subvention à l'exportation déguisée, interdite par l'OMC.

19 mai — L'Union européenne signe un accord commercial avec la Chine, portant sur l'ouverture réciproque des marchés. Cet accord, qui intervient après l'accord sino-américain, permettra à la Chine d'adhérer à l'OMC prochainement.

Chronologie de l'économie mondiale

Vincent Bagard et Laurence Nayman*



p. 112-120

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

23 septembre 1998 — La France établit douze propositions pour préserver la stabilité économique mondiale, parmi celles-ci la construction d'un nouveau Bretton Woods qui passerait par un renforcement du FMI et la transformation du Comité intérimaire en une instance de décision politique.

30 septembre — Suite à une révision à la baisse des perspectives de croissance, le FMI préconise plus de souplesse dans la conduite des politiques monétaires et budgétaires.

20 octobre — L'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est définitivement enterré par l'OCDE. Les négociations devraient reprendre au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

30 octobre — Le G7 souhaite « construire un cadre pour maîtriser la globalisation du prochain siècle ». Le renforcement du système financier international devra passer par : une nouvelle ligne de crédit conditionnelle que le FMI mettra au service des pays subissant des attaques spéculatives, des règles prudentielles plus strictes pour les institutions financières des pays industrialisés et enfin l'adoption d'un code de conduite international.

2-13 novembre — Lors de la réunion sur les émissions de gaz à effet de serre organisée par l'ONU à Buenos Aires, la négociation piétine. Les Américains insistent sur la participation à l'accord des pays en développement, en partie responsable de l'accroissement des émissions. Par ailleurs, les États-Unis, principal émetteur de dioxyde de carbone, souhaitent, contrairement à l'Union européenne, pouvoir racheter des « droits à polluer » à d'autres pays.

28 janvier-2 février 1999 — Les conclusions du forum de Davos (Suisse) tranchent avec l'optimisme habituel : elles reconnaissent que la globalisation peut déstabiliser l'activité économique.

* Vincent Bagard est stagiaire au CEPII. Laurence Nayman est économiste au CEPII.

26 avril — Afin de résoudre les déséquilibres des paiements mondiaux, le G7 invite l'Europe et le Japon à prendre le relais des États-Unis pour tirer la croissance mondiale.

3 juin — Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire souhaite réviser le ratio engagements sur fonds propres des banques internationales afin d'éviter les crises financières. Le comité de Bâle propose que la pondération du risque soit fonction du rating de l'emprunteur quelle que soit l'échéance du prêt.

15 juin — Dans son rapport trimestriel, la BRI fait état d'une contraction du crédit bancaire international de l'ordre de 65 milliards de dollars au dernier trimestre 1998.

18-20 juin — Au sommet de Cologne, le G8 propose de donner un statut permanent au Comité intérimaire qui contrôle le FMI. Il n'aurait pas le rôle décisionnaire ambitionné par la France. Par ailleurs, le G8 décide que les pays en régime de change fixe et les investisseurs privés ne pourront prétendre à l'aide internationale destinée à résoudre les crises financières.

EUROPE

7 juillet 1998 — Une alliance stratégique est nouée entre Londres et Francfort pour créer une bourse paneuropéenne. Il est aussi envisagé de former une super-bourse européenne à partir des huit bourses nationales européennes. Cependant, le négoce de titres par Internet pourrait menacer la nouvelle plate-forme commune.

1er septembre — La BCE et les banques centrales nationales des quatre pays de l'Union n'appartenant pas à la zone euro (Danemark, Grèce, Royaume-Uni et Suède) conviennent d'un mécanisme de change baptisé le MCE II qui prendra effet dans la phase 3 de l'UEM.

3 décembre — Dix banques centrales ramènent leur taux d'intérêt de 3,3 à 3 % afin de faciliter le lancement de la monnaie unique.

31 décembre — Le Conseil européen adopte les taux de conversion irrévocables des onze monnaies européennes par rapport à l'euro.

4 janvier 1999 — La phase 3 de l'UEM commence. Les institutions financières négocient les euros sur les marchés. Les bandes de fluctuation pour la couronne danoise et la drachme grecque qui rejoignent le MCE II sont fixées respectivement à +/- 2,25 % et +/- 15 % autour du cours pivot de l'euro.

8 février — L'euro se déprécie par rapport au dollar ; 1 euro = 1,12 dollar contre 1,16 en janvier.

9 février — Le président de la BCE, Wim Duisenberg, rejette le principe de zones-cibles pour le taux de change de l'euro, idée qui avait été émise par les ministres des finances français et allemand pour prévenir les mouvements de change erratiques vis-à-vis des principales devises.

11 mars — M. Oskar Lafontaine, le ministre allemand des Finances démissionne. L'euro remonte de 1,09 à 1,11 dollar. M. Lafontaine défendait une baisse des taux d'intérêt.

15 mars — Les commissaires européens démissionnent en bloc avec leur président suite aux accusations de fraude, mauvaise gestion et népotisme. Romano Prodi sera le nouveau président de la Commission à l'automne 1999.

24-25 mars — Le sommet européen de Berlin adopte l'Agenda 2000, qui fixe les grandes orientations financières de l'Union européenne pour la période 2000-2006 en vue de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale.

1er avril — La loi sur le salaire minimum est promulguée au Royaume-Uni ; 1,9 million de personnes seraient concernées, soit 8,5 % de la population active.

8 avril — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'appel d'offres de 5,5 % à 5,25 % et la BCE baisse son taux directeur d'un demi-point de 3 % à 2,5 %.

11 mai — Ernst Welteke est nommé président de la Bundesbank à la place de Hans Tietmeyer qui devrait quitter ses fonctions au mois d'août.

21 mai — La France dresse un bilan de la première étape de la loi sur les 35 heures ; 4 076 accords d'entreprise et 69 accords de branche ont été signés, plus d'un million de salariés sont concernés par la réduction légale du temps de travail dès le 1er janvier 2000 dans les entreprises de plus de vingt salariés. Près de 57 000 emplois auraient été créés ou préservés grâce aux 35 heures.

25 mai — Les ministres des finances des Quinze ont examiné les progrès de la négociation sur l'harmonisation fiscale en Europe, un accord à l'unanimité devant être obtenu sur ce dossier à la fin de l'année : les pays ont le choix entre une taxe uniforme de 20 % à la source sur les intérêts de l'épargne des non-résidents et un échange d'informations entre pays membres sur les revenus versés aux non-résidents. Les Britanniques, qui s'opposent vigoureusement à la première proposition, souhaitent une exemption fiscale du marché de gros des obligations internationales.

3-4 juin — Le sommet de Cologne est dominé par les dossiers de la sécurité et de la défense, le pacte sur l'emploi et la réforme des institutions.

8 juin — Un manifeste d'inspiration libérale est présenté par Tony Blair et Gerhard Schröder sur les réformes à mettre en œuvre pour maintenir la compétitivité et les emplois en Europe, notamment dans le domaine de la fiscalité et de la sécurité sociale, de la formation et de la reconversion de carrière.

10 juin — La Banque d'Angleterre décide de réduire ses taux de 5,25 % à 5 % afin de casser l'appréciation de la livre sterling.

ÉTATS-UNIS

25 septembre 1998 — à l'initiative de la Réserve fédérale (Fed), un consortium de 14 banques apporte 3,6 milliards de dollars pour renflouer le fonds spéculatif Long Term Credit Management.

29 septembre — Le taux des fonds fédéraux baisse à 5,25 %. Le 15 octobre, il passe à 5 % et le taux de l'escompte à 4,75 %. Enfin, le 17 novembre, ces taux passent respectivement à 4,75 % et à 4,5 %.

15 avril 1999 — Les déclarations d'Alan Greenspan et d'Alice Rivlin, numéros 1 et 2 de la Fed, insistent sur le changement de paradigme économique que les technologies de l'information et la flexibilité du marché du travail ont impulsé aux États-Unis.

5 mai — Le Congrès envisage d'augmenter le salaire minimum de 5,15 à 6,15 dollars l'heure afin que les plus bas salaires puissent aussi profiter de la croissance.

6 mai — Le Comité bancaire du Congrès refuse que l'argent public serve à secourir les fonds spéculatifs opérant sur les marchés financiers. Il est proposé d'obliger ces fonds à divulguer une information trimestrielle sur leur exposition. Le gouvernement pourrait envisager de réglementer directement ces fonds et les négociants de produits dérivés.

12 mai — Le président annonce le départ de Robert Rubin, secrétaire au Trésor, et son remplacement par Lawrence Summers.

18 mai — La Fed indique qu'elle changera le cap de sa politique monétaire juste après la réunion du Conseil de la politique monétaire. Elle envisage d'augmenter les taux d'intérêt si les menaces inflationnistes persistent. Le marché des actions réagit à cette annonce : le Dow Jones perd 70 points.

27 mai — Dans le plan budgétaire pour l'an 2000, l'avenir de la sécurité sociale et des retraites reste en suspens. Le Congrès à majorité républicaine souhaiterait utiliser les excédents budgétaires issus des fonds de retraite de la sécurité sociale pour financer des réductions d'impôts alors que le gouvernement veut en priorité régler le problème de la protection sociale.

30 juin — Le taux des fonds fédéraux est remonté d'un quart de point à 5 %.

JAPON

9 septembre 1998 — La Banque du Japon abaisse la cible de son taux au jour le jour à 0,25 %.

16 octobre — La Diète approuve la refonte du système financier japonais qui comprend la recapitalisation des banques, l'assurance des dépôts et un cadre pour liquider, nationaliser ou reprendre les banques en difficulté. Dans le deuxième budget supplémentaire, 43 trillions de yens sont destinés à la recapitalisation bancaire. Ceux-ci s'ajoutent aux 17 trillions de yens déjà engagés au titre de l'assurance des dépôts. Au total, les 60 trillions de yens consacrés au système bancaire représentent 11 % du PIB.

23 octobre — Le Premier ministre K. Obuchi accepte la nationalisation temporaire de la Long Term Credit Bank.

16 novembre — Le gouvernement annonce un plan d'urgence de 23,9 trillions de yens (4,5 % du PIB) pour stimuler l'économie (travaux publics, baisses d'impôts). Le 11 juin, le gouvernement annoncera un nouveau paquet de mesures qui pourraient coûter 500 milliards de

yens pour s'attaquer au chômage (4,8 % de la population active en mai) et accélérer la restructuration des entreprises.

12 janvier 1999 — La Banque du Japon intervient pour la première fois depuis trois ans pour soutenir le dollar.

12 février — La Banque du Japon injecte des liquidités pour faire baisser le taux au jour le jour de 0,25 % à 0,15 %.

3 mars — Le taux d'intérêt au jour le jour tombe pratiquement à zéro (0,02 %).

12 mars — La Commission de reconstruction financière accorde 7,46 trillions de yens aux 15 grandes banques qui ont demandé une recapitalisation. En échange, les banques doivent nettoyer leurs bilans des prêts non performants.

30 avril — L'entreprise de collecte et de reprise des dettes qui vient d'être réformée pourrait gérer, outre les créances douteuses des institutions défaillantes, les prêts hypothécaires improductifs des banques encore en activité pour un montant de 10 trillions de yens.

2 juin — La maison de titres Yamaichi en dépôt de bilan depuis novembre 1997 est mise en faillite. La Banque du Japon refuse d'essayer les pertes sur le prêt de 489 milliards de yens qu'elle lui avait accordé.

17 juin — La Banque du Japon décide de ne pas augmenter ses taux d'intérêt car les craintes d'une déflation persistent malgré les bonnes performances de l'économie en début d'année. En outre, la Banque veut écarter le danger de l'appréciation du yen face au dollar. Elle a dû intervenir à deux reprises en quatre jours à la demande du ministre des Finances pour faire baisser le yen.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES

14 août 1998 — Pour casser la double spéculation sur les changes et sur la bourse, les autorités monétaires de Hong Kong interviennent massivement en achetant des actions et des futures sur l'indice Hang Seng.

17 août — En Russie, la dévaluation du rouble et le moratoire sur les dettes intérieures et extérieures marquent la fin d'une période caractérisée par la croissance exponentielle de la dette publique. L'inflation grimpe à 70 %. L'aversion pour le risque provoquée par la crise russe se transmet à tous les marchés et, en particulier, à ceux des pays émergents.

30 août — La bourse de Sao Paulo plonge, les taux d'intérêt sont portés à 50 %. En novembre, la communauté internationale met à la disposition du Brésil une enveloppe de 41,5 milliards de dollars gérée par le FMI afin de renflouer les réserves de change. En dépit de cela, le 15 janvier, le real est dévalué et le 17, il flotte. Durant le premier trimestre, la monnaie brésilienne perd 40 % par rapport au dollar.

1er septembre — Suite à la faillite d'une grande société immobilière de Chine du Sud, le gouvernement chinois déclare que les banques étrangères qui ont prêté aux entreprises locales

ne seront pas remboursées. Cette décision joue un rôle non négligeable dans le mouvement de défiance des investisseurs étrangers envers la Chine.

1er septembre — La Malaisie rattache sa monnaie au dollar et restreint les sorties de capitaux. Le gouvernement assouplit la politique de contrôle des sorties de capitaux, qui devrait prendre fin en septembre.

2 septembre — La Colombie, puis le Chili, élargissent les bandes de fluctuation de leur monnaie. Le 11 septembre, le Mexique relève ses taux courts à 48 %. Le 28 juin, la Colombie est forcée de dévaluer.

21 janvier 1999 — En cas de pressions trop fortes sur le change, les autorités argentines annoncent qu'elles préféreraient substituer le dollar au peso plutôt que de dévaluer.

25 avril — L'International Institute of Finance observe une baisse des flux nets de capitaux privés vers les économies émergentes de 330 milliards de dollars en 1996 à 143 milliards en 1998. Les banques sont responsables d'une sortie nette de 30 milliards de dollars en 1998. Les investissements directs n'ont en revanche cessé de croître depuis 1997, pour atteindre 120,4 milliards de dollars en 1998.

30 avril — De fortes entrées de capitaux ont poussé la monnaie coréenne à s'apprécier. Pour enrayer la hausse du won, les autorités coréennes interviennent sur le marché des changes. Par ailleurs, la commission de surveillance financière oblige les chaebols, notamment Daewoo et Hyundai, à se restructurer.

15 mai — Au sommet de l'APEC, le ministre des Finances japonais, Kiichi Miyazawa annonce un plan d'aide financière de 2 trillions de yens. L'objectif est de garantir en partie les obligations émises par les pays asiatiques en crise, et ainsi permettre aux banques japonaises créditrices de la région de récupérer leurs avoirs.

18 mai — À Singapour, pour assainir le système financier, les autorités monétaires annoncent une réforme bancaire d'envergure sur cinq ans. Les banques singapouriennes devront se consolider en deux groupes bancaires, au lieu de cinq actuellement, pour mieux faire face à la concurrence internationale.

3 juin — Le gouvernement indonésien, à la recherche de fonds, met en vente pour 13 milliards de dollars les actifs des sociétés reprises dans le cadre du sauvetage du système bancaire en 1997. L'Indonésie devra dépenser 64 milliards de dollars pour recapitaliser ses banques d'état.

3 juin — L'éventualité d'une dévaluation en Chine encourage les sorties de capitaux. Pour les limiter, la Banque de Chine ferme le marché offshore du yuan.

8 juin — Pour stabiliser les marchés financiers en cas de crise et prévenir les sorties de capitaux, les autorités monétaires de Taiwan travaillent à l'établissement d'un fonds de stabilisation national. L'adhésion prochaine de Taiwan à l'OMC sera en effet suivie d'une libéralisation financière.

15 juin — à l'occasion du sommet du Mercosur, les pays membres envisagent d'harmoniser leurs économies sur la base de critères nominaux dans l'optique d'une union monétaire.

20 juin — Après l'aide sans précédent de 22,6 milliards accordée en juillet 1998 à la Russie, complétée par celle de 11,2 milliards en avril 1999, le FMI décide en marge du sommet de Cologne, de débloquer la première tranche du prêt d'avril pour un montant de 4,5 milliards de dollars.

21 juin — Selon le rapport de la Banque asiatique de développement, l'incidence de la pauvreté va s'aggraver au moment où la reprise semble se confirmer dans nombre de pays asiatiques. L'impact social de la crise est toutefois moins fort que ne l'auraient suggéré les premières prévisions.

22 juin — Le gouvernement des Philippines envisage de ne plus recourir aux programmes du FMI, estimant que l'économie restera relativement robuste si les réformes structurelles se poursuivent.

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

29-31 août 1998 — Lors de la sixième conférence internationale au Cap (Afrique du Sud), les producteurs de pétrole expriment leur inquiétude sur la baisse des prix, le cours du baril étant inférieur à son niveau d'octobre 1973. Ils estiment que les efforts entrepris pour réduire la production ne servent qu'à augmenter les parts de marché de ceux qui ne respectent pas les quotas.

30-31 octobre — Le cyclone Mitch dévaste les pays les plus pauvres d'Amérique centrale, notamment le Honduras, le Nicaragua, le Salvador, le Costa Rica et le Guatemala. On estime les dégâts à 6 milliards de dollars ; 18 000 personnes sont mortes ou portées disparues. 70 % des ressources agricoles de la région auraient été détruites. Le 10 novembre, Paris propose aux créanciers des pays sinistrés un moratoire de deux ans sur leurs dettes.

13 janvier 1999 — L'Irak annonce l'augmentation de sa production de pétrole à 3 millions de barils/jour.

9 mai — La Commission économique de l'ONU exprime son pessimisme quant à la pauvreté en Afrique. Pour réduire celle-ci de moitié d'ici 2015, l'Afrique devrait croître à un rythme annuel de 7 %.

17 mai — Le FMI propose de financer le rachat de la dette des pays les plus pauvres par une vente de 10 % de son stock d'or. Le Conseil mondial de l'or estime que ces ventes, conjuguées à celles de la Suisse et du Royaume Uni, feront baisser les cours.

9-14 juin — Les 17 pays en développement du G15 remettent en question les politiques économiques prônées par le FMI.

12 juin — Les ministres des finances du G7 réunis à Francfort puis les chefs d'état du G8 au sommet de Cologne se sont mis d'accord pour réduire le stock de la dette des pays pauvres les plus endettés de 50 milliards de dollars à la fin de l'an 2000. Le nombre de pays éligibles passe de 29 à 36.

23 mars — Les recettes de l'OPEP ont baissé de 30 % en 1998. Pour faire remonter les cours, les pays de l'OPEP, la Russie, la Norvège, le Mexique et Oman se réunissent à Vienne pour réduire la production journalière de 2,1 millions de barils à partir du 1er avril pour une durée d'un an. Fin avril, le cours du Brent remonte à 17 dollars le baril après avoir atteint environ 14 dollars le 23 mars.

1er juin — Le cours du pétrole baisse en dessous de 15 dollars le baril suite à l'intention de l'Irak de porter ses exportations à 2,2 millions de barils/jour dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ».

FUSIONS ET ACQUISITIONS

11 août 1998 — Annonce de la fusion entre le britannique BP et l'américain Amoco pour constituer le troisième groupe pétrolier mondial. La plus grande fusion de tous les temps a lieu en décembre : Exxon absorbe Mobil. Pour 450 milliards de francs, les deux groupes américains reconstituent l'essentiel de la Standard Oil, démantelée en 1911 par une procédure antitrust. Cette fusion, qui crée la plus grande entreprise mondiale du secteur, doit être approuvée par la Commission fédérale du commerce. En France, Total rachète le belge Petrofina (12e mondial) le 1er décembre et devient le premier groupe industriel français.

23 octobre — Fusion entre l'allemand Daimler-Benz et l'américain Chrysler. L'automobile ne compte plus que quinze groupes d'envergure dans le monde.

11 novembre — L'assureur italien Generali et la Commerzbank, troisième banque allemande, se rapprochent pour donner naissance à un géant de la bancassurance.

24 novembre — En achetant Bankers Trust, huitième banque américaine, Deutsche Bank, première banque allemande, devient la première banque mondiale pesant près de 5 000 milliards de francs de total de bilan (plus de la moitié du PIB français).

14 janvier 1999 — En Espagne, Banco Santander et Banco Central Hispano fusionnent pour donner naissance, début avril 1999, à la Banco Santander Central Hispano, huitième établissement bancaire de la zone euro. En Italie, la banque centrale autorise le rapprochement Intesa-Comit qui donnerait naissance au premier groupe italien. Les liens traditionnels, établis depuis quarante ans entre groupes financiers et industries sont bouleversés par les concentrations.

28 janvier — Ford, numéro deux mondial, rachète la branche automobile du suédois Volvo. Avec moins de 400 000 voitures produites en 1998, la firme suédoise n'a pas la taille suffisante pour rester indépendante.

20 février — L'Italien Olivetti rachète Telecom Italia.

9 mars — La BNP lance une offre d'échange hostile sur la Société Générale et Paribas, elles-mêmes en voie de fusion. Si cette offre réussissait, elle donnerait naissance à la première banque mondiale par le total de bilan.

27 mars — Renault prend 35% du capital du constructeur automobile japonais Nissan. Renault-Nissan devient le quatrième constructeur mondial en nombre d'unités produites.

17 mai — Le français Rhône-Poulenc et l'allemand Hoechst annoncent la fusion de leurs activités de pharmacie, d'agrochimie et de santé animale. Aventis, leur société commune, devrait devenir le premier groupe pharmaceutique européen et mondial par le chiffre d'affaires.

OMC - CONFLITS COMMERCIAUX

21 décembre 1998 — Washington menace l'Europe de sanctions commerciales à compter du 3 mars 1999. En effet, les États-Unis avaient porté plainte devant l'OMC contre le régime européen d'importation de bananes qui privilégie les Antilles ou l'Afrique au détriment des bananes d'Amérique centrale. Le 14 janvier, l'OMC dispose de 90 jours pour arbitrer le conflit de la banane.

14 février 1999 — Lors de la conférence mondiale sur la bio-diversité à Carthagène, la libéralisation du commerce des OGM (organismes génétiquement modifiés) est débattue. Celle-ci représente d'énormes enjeux économiques pour les États-Unis et les grandes sociétés de l'agrochimie.

17 février — Le Japon menace de saisir l'OMC si les États-Unis imposent des taxes anti-dumping sur les aciers importés du Japon.

1er mars — L'accord sur l'ouverture des services financiers, signé en décembre 1997 à l'OMC, entre en vigueur.

4 mars — Les contacts avec Washington se multiplient dans l'espoir de voir aboutir un accord sur l'entrée de la Chine à l'OMC avant la fin de l'année 2000.

22 avril — Après avoir trouvé des résidus dans de la viande pourtant certifiée sans hormones, l'Europe interdit toutes les importations de viandes américaines. Les Américains portent plainte devant l'OMC car la dangerosité des viandes aux hormones sur la santé n'a pas été établie scientifiquement.

30 avril — R. Ruggiero, le directeur général de l'OMC quitte ses fonctions. Au 30 juin, il n'est toujours pas remplacé, aucun consensus ne s'étant dégagé sur l'un des deux candidats restés en lice.

8 mai — Les États-Unis sortent gagnants du conflit de la banane. L'OMC adopte formellement un rapport condamnant le régime d'importation des bananes européennes.

20 mai — Après un rapport scientifique d'experts internationaux concluant à la nocivité des viandes aux hormones sur la santé, l'Union européenne décide de maintenir l'embargo imposé il y a dix ans sur les viandes américaines. Les États-Unis contestent le rapport et demandent des compensations par des baisses de taxes sur les produits agricoles.

28 juin — à Luxembourg, l'Europe décide d'interdire jusqu'en 2002 la commercialisation des OGM dont l'innocuité reste à prouver. La France obtient le principe de l'étiquetage et de la traçabilité des produits. Pour les États-Unis, la question des OGM est un simple problème commercial qui doit être réglé par l'OMC.